

Numéro 18 - 11 mai 2019

Des sujets de préoccupation pour le corps politique

**Le gouvernement fait preuve de mépris
flagrant envers les droits des réfugiés et des
travailleurs étrangers**



**Le gouvernement fait preuve de mépris flagrant envers les droits
des réfugiés et des travailleurs étrangers**

- Des mesures pour réduire les demandes d'asile sont insidieusement incluses dans le projet de loi d'exécution du budget
- *Pauline Easton* -
- Soumettre la vie des travailleurs au mobile du profit et aux aléas du marché
- *Diane Johnston* -
- Les aides familiaux résidents dénoncent les mesures arbitraires du gouvernement du Québec

**Ne ménageons aucun effort pour humaniser l'environnement
naturel et social et faire du Canada une zone de paix**

- Les États-Unis doivent rendre des comptes pour avoir perturbé la rencontre du Conseil de l'Arctique
- *Peter Ewart* -

Le Canada et l'état de droit international

- Le Réseau canadien pour Cuba exhorte Ottawa à rouvrir son bureau d'immigration à Cuba
- *Isaac Saney, porte-parole* -
- Déclaration de Huawei à la suite de l'audience de gestion de cas de Meng Wanzhou

À la défense des droits des immigrants et des réfugiés aux États-Unis

- Les étudiants et les travailleurs s'opposent à l'escalade des attaques de l'administration Trump
- *Voice of Revolution* -
- Les étudiants de Johns Hopkins demandent la fin des contrats avec l'ICE et qu'il n'y ait pas de police armée sur le campus
- Une communauté du Wisconsin rejette la construction d'un centre de détention privé
- La ville de Phoenix s'organise pour loger les familles migrantes
- Des préposés aux demandes d'asile dénoncent le programme Trump

Les sanctions économiques illégales comme châtimement collectif

- Les sanctions des États-Unis enfreignent les droits humains et le code de conduite international
- *Bureau du Haut-Commissaire de l'ONU sur les droits de l'homme* -

71e anniversaire de la Nakba

- Avec le peuple palestinien dans sa juste lutte!
Affirmons le droit de retour!
- Condamnons les plus récents bombardements criminels de la bande de Gaza par les occupants sionistes
- *Nick Lin* -
- Déclaration du Centre palestinien pour les droits humains à propos de l'agression commise contre la Bande de Gaza
- La campagne « Let Issam Stay » fait de nouveau appel aux Canadiens

74e anniversaire de la victoire sur le fascisme en Europe

- Honorons la mémoire de tous ceux qui ont combattu pour vaincre le fascisme en faisant du Canada une zone de paix
- Des Marches du Régiment immortel partout dans le monde

Supplément

La comptabilité frauduleuse de Postes Canada

- **Les travailleurs des postes produisent une immense valeur pour l'économie et le peuple**

- K.C. Adams -

Le gouvernement fait preuve de mépris flagrant envers les droits des réfugiés et des travailleurs étrangers

Des mesures pour réduire les demandes d'asile sont insidieusement incluses dans le projet de loi d'exécution du budget

- Pauline Easton -

Lorsqu'il était dans l'opposition au Parlement, le Parti libéral s'indignait du recours par le gouvernement conservateur de Stephen Harper à des projets de loi omnibus pour faire adopter toutes sortes de mesures auxquelles les citoyens n'ont jamais consenti. Il criait sur tous les toits que cette pratique était déplorable, un abus du processus démocratique, et qu'elle était problématique. Maintenant, son recours répété à des projets de loi omnibus, comme les projets de loi d'exécution du budget, montre que son objectif n'était pas de défendre des principes dans l'intérêt du corps politique, mais de discréditer le gouvernement Harper à des fins intéressées. Les Canadiens s'inquiètent maintenant des mesures intéressées du gouvernement qui attaquent l'intention des lois internationales qui défendent les réfugiés, leur accordent l'asile et déclarent que leur protection est un devoir. On apprend maintenant que le gouvernement Trudeau a enfoui dans le projet de loi omnibus, *Loi n 1 d'exécution du budget de 2019* un amendement à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) qui introduit des modifications inacceptables. Cela montre le cynisme sans borne de ce gouvernement.

Dans le cadre de la loi canadienne et des accords internationaux en vigueur, le Canada doit accorder une audience à ceux qui font une demande d'asile une fois qu'ils sont arrivés en sol canadien, sauf s'ils arrivent de pays « sûrs » en vertu de l'Entente sur les tiers pays sûrs. Selon la modification proposée, les demandeurs d'asile ne seraient plus automatiquement entendus par la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) après leur arrivée au Canada pour évaluer leur demande d'asile s'ils ont antérieurement fait une demande d'asile auprès d'un autre pays avec lequel le Canada a un accord de partage de l'information. En ce moment, cela semble comprendre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, à part les États-Unis.^[1] Au lieu d'une audience, leur cas serait évalué selon un processus de demande sur papier sur lequel un agent d'immigration se prononcera. Cette modification priverait d'une audience en bonne et due forme un grand nombre de ceux qui demandent le statut de réfugié puisque le plus souvent ils arrivent au Canada après être passés par d'autres pays.



Richard Goldman, un avocat du Comité d'aide aux réfugiés de Montréal, souligne que la modification proposée « revient à retourner en arrière, avant 1985, quand la Cour suprême du Canada a décidé que tous les demandeurs d'asile avaient droit à une audition ».[2]

Des milliers de personnes ont été forcées de fuir leur pays d'origine en raison de conflits économiques, de guerres ou de violence (notamment les guerres d'agression et les prétendus changements de régime auxquels le Canada a participé) et bon nombre d'entre elles veulent se réfugier au Canada. Souvent, elles ont d'abord dû passer par les États-Unis. Une fois interceptées par les agents frontaliers américains, elles présentent une demande d'asile dans l'espoir d'être relâchées et de continuer vers le Canada. Pour arriver en sol canadien, elles sont obligées de traverser de façon irrégulière à des endroits comme le chemin Roxham à Saint-Bernard-de-Lacolle, au Québec, à cause de l'Entente canado-américaine sur les tiers pays sûrs. Même sans la modification proposée dans le projet de loi d'exécution du budget, cet accord permettait déjà au Canada de refouler tous les demandeurs du statut de réfugié qui arrivent des États-Unis aux postes-frontière officiels.



Cela a déjà été établi lorsque le premier ministre Justin Trudeau a annoncé la création du ministère de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé le 28 juillet 2018 et a nommé Bill Blair au poste de ministre responsable. Par une manoeuvre perfide, le gouvernement Trudeau a trouvé un moyen de lier les migrants vulnérables à la sécurité frontalière et au crime organisé.

En faisant du passage irrégulier des demandeurs d'asile par le chemin Roxham, au Québec, et partout ailleurs au Canada une question de loi et d'ordre, Trudeau a transformé les demandeurs d'asile en une catégorie criminelle, tout cela au nom du maintien du traitement équitable et de l'état de droit, ce qui est inadmissible.

La lettre de mandat du ministre de Trudeau se lit en partie ainsi : « À titre de ministre de la Sécurité

frontalière et de la Réduction du crime organisé, vos objectifs consisteront à assurer la sécurité de nos frontières et à diriger les efforts pangouvernementaux visant à réduire le crime organisé. Vous veillerez à ce que la gestion de nos frontières favorise les déplacements et le commerce légitimes, en plus d'assurer la sécurité des Canadiens et d'offrir à tous un traitement équitable et conforme à nos lois. Vous jouerez un rôle important dans la coordination des efforts visant à réduire la violence liée aux armes à feu [...]. Vous serez également le ministre responsable de la stratégie adoptée pour gérer la migration irrégulière. »[3]

La création du ministère la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé

La création du nouveau ministère était une tentative du gouvernement Trudeau d'établir un lien de causalité entre le crime organisé et la migration « irrégulière ». En réalité, les gens traversent la frontière de façon irrégulière parce que l'Entente sur les tiers pays sûrs conclue avec les États-Unis les empêche de présenter une demande de statut de réfugié aux postes frontaliers officiels. En toute logique, la solution à ce problème serait d'annuler cet accord et de permettre aux réfugiés des États-Unis de faire une demande de manière régulière.

Le gouvernement Trudeau a rejeté cette voie le 22 octobre, lorsque les fonctionnaires d'Immigration Canada ont déterminé que les États-Unis demeuraient un tiers pays sûr pour les demandeurs d'asile.

Ils ont l'audace de tirer cette conclusion en dépit de la répression du gouvernement Trump envers ce qu'il qualifie d'étrangers illégaux et de tous les migrants, en dépit des mesures de séparation des familles, de la détention de femmes et d'enfants, des expulsions illégales, entre autres crimes du gouvernement américain. Les documents obtenus par La Presse canadienne grâce à la *Loi d'accès à l'information* montrent que le Canada a examiné son accord sur les tiers pays sûrs avec les États-Unis de janvier à mars 2017.

« Les analyses canadiennes de ces politiques américaines ont été expurgées des documents », rapporte la Presse canadienne. Cependant, la conclusion générale à laquelle en sont venus les responsables canadiens est que les États-Unis « continuent de satisfaire aux exigences en matière de désignation en tant que tiers pays sûr. » [4]

Cela montre que la situation au Canada, comme terre d'injustice, se détériore, surtout pour ceux que le Canada considère comme des migrants irréguliers, comme si la situation difficile des réfugiés était toujours « régulière ». Cette injustice n'a fait que s'aggraver avec la création du ministère de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé, une imitation du département de la Sécurité intérieure des États-Unis et de son Service de l'immigration et de l'application des règles douanières, le redouté ICE, que beaucoup de gens aux États-Unis veulent voir abolir.



L'ICE est l'agence de police fédérale utilisée par l'ancien président Barack Obama et le président Trump pour terroriser ce qu'on appelle les immigrants « sans papiers », les persécuter et séparer les familles qui traversent aux États-Unis après avoir fui diverses menaces dans leur pays d'origine.

La direction prise par le Canada en matière de sécurité consiste à intégrer les lois et les forces de police et de renseignement du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis afin de relever les défis actuels en matière de sécurité. Cela revient à demander au loup d'assurer la sécurité des brebis. Qui plus est, les mesures ont complètement sapé toute base de souveraineté dévolue à un État-nation canadien. Même si le Canada a été créé à l'origine par l'empire britannique puis est devenu subordonné à l'impérialisme américain, l'importance de l'intégration qui s'est produite au cours des vingt dernières années devient très évidente par ses résultats, notamment que le Canada devient un participant actif dans les crimes que les impérialistes américains commettent dans leur lutte pour la domination du monde et qu'il joue un rôle d'apaisement envers ces crimes. La classe ouvrière doit constituer la nation en développant sa pensée indépendante sur ces questions et en s'assurant qu'elle prend position pour défendre les droits de tous dans toutes les conditions et circonstances.

Information

La Déclaration sur la frontière intelligente

La « Déclaration sur la frontière intelligente » des États-Unis et du Canada a été signée en décembre 2001 par Tom Ridge, ancien directeur pour la Sécurité intérieure des États-Unis de l'administration du président George W. Bush, et le ministre des Affaires étrangères puis vice-premier ministre du Canada de l'époque, John Manley.

Cette déclaration comprenait un Plan en 30 points au titre pompeux conçu pour cacher l'intégration

et la subordination de la sécurité et de la protection frontalière du Canada à la sécurité intérieure des États-Unis « Plan d'action pour renforcer la sécurité de notre frontière commune tout en facilitant la circulation légitime des personnes et des biens » qui était « articulé autour de quatre piliers, soit la circulation sécuritaire des personnes, la circulation sécuritaire des marchandises, la sécurité des infrastructures et la coordination et la mise en commun de l'information. »[5]

Ce Plan d'action sur la sécurité frontalière en 30 points comprenait notamment les points suivants :

- Identification biométrique,
- Cartes de résident permanent
- Système d'inspection de rechange unique
- Traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile
- Gestion des demandes d'asile et de statut de réfugié
- Coordination des politiques relatives aux visas
- Prédédouanement pour le transport aérien
- Information préalable sur les passagers et les dossiers des passagers
- Services conjoints d'analyse des passagers
- Gares maritimes
- Bases de données compatibles sur l'immigration
- Agents d'immigration à l'étranger
- Coopération internationale
- Dédouanement avant le passage à la frontière
- Installations communes
- Amélioration des infrastructures
- Protection des infrastructures essentielles
- Équipes intégrées d'application des règles à la frontière et dans les ports
- Coordination de l'application conjointe de la loi
- Services de renseignement intégrés
- Empreintes digitales
- Déportations
- Loi antiterroriste
- Formation et exercices conjoints.[6]

Le président Bush et le premier ministre Jean Chrétien se sont rencontrés à l'automne 2002 pour discuter des progrès du plan d'action pour une frontière intelligente et ont demandé à être informés régulièrement des progrès accomplis pour moderniser notre frontière commune.[7]

L'Agence des services frontaliers du Canada

L'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a été créée par décret le 12 décembre 2003 et a été inscrite dans la *Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada* le 3 novembre 2005.

L'ASFC regroupe les services frontaliers de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration.[8]

Le 31 août 2006, le gouvernement conservateur de Harper a annoncé que « les agents de l'ASFC aux ports d'entrée terrestres et maritimes, ainsi que les agents qui exercent des fonctions d'application de la loi à l'intérieur du pays, seront formés et équipés d'armes de poing ».[9]

Selon son site Web : L'ASFC a un effectif d'environ 14 000 fonctionnaires, dont plus de 6 500 agents en uniforme, et offre des services dans quelque 1 200 points au pays et dans 39 endroits à l'étranger. L'ASFC gère 117 postes frontaliers terrestres et fournit des services dans 13 aéroports internationaux. L'ASFC compte des opérations maritimes dans les principaux ports, les plus importants étant Halifax, Montréal et Vancouver et est aussi présente à 27 emplacements ferroviaires.

L'ASFC enquête, détecte et appréhende les contrevenants à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*. L'agence mène des enquêtes sur des cas liés à la sécurité nationale et les organisations criminelles. L'ASFC représente les intérêts de l'ASFC et de l'ICC auprès des délégués du ministre, de la Section de l'immigration (SI), de la Section d'appel de l'immigration (SAI), de la Section de la protection des réfugiés (SPR) et de la Cour fédérale. L'ASFC traite et examine le courrier international dans trois centres de traitement du courrier et administre plus de 90 lois, règlements et accords internationaux, dont plusieurs au nom d'autres ministères et organismes fédéraux, des provinces et des territoires.

Dans le cadre de ses responsabilités, l'ASFC applique la législation régissant l'admissibilité des personnes, détient les personnes susceptibles de constituer une menace pour le Canada et renvoie les personnes qui sont interdites de territoire au Canada.^[10]

Le 10 août 2018, iPolitics a rapporté que des groupes de défense des droits des réfugiés canadiens, y compris la BC Civil Liberties Association et l'Association canadienne des bibliothécaires en recherche, réclamaient un examen indépendant de l'ASFC à la suite du décès d'un Nigérien âgé de 49 ans mort à la suite d'une altercation avec des agents de l'ASFC alors qu'il était en train d'être expulsé. Cette altercation a eu lieu à bord d'un vol KLM entre Calgary et Amsterdam. Il ne s'agit pas du premier décès d'un ressortissant étranger lors de son expulsion. Selon l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, plus de 14 ressortissants étrangers sont morts sous la garde de l'ASFC.^[11]

Plusieurs croient que l'ASFC emploie des mesures répressives, malhonnêtes et sournoises contre les demandeurs d'asile. Par exemple, les réfugiés sont parfois cités à comparaître le samedi pour une audience, ce qui les empêche souvent de se présenter avec un avocat. S'ils sont désemparés et angoissés lorsqu'ils apprennent qu'ils seront expulsés, les demandeurs d'asile sont parfois placés en détention à cause d'un risque de fuite de leur part. On leur offre le choix d'acheter leur propre billet d'avion quand ils sont renvoyés dans leur pays d'origine. S'ils ne le peuvent pas, le gouvernement l'achète pour eux à un prix beaucoup plus élevé et l'ASFC les informe que si jamais ils veulent revenir au Canada, ils devront d'abord payer cette dette.

Notes

1. [Échange de renseignements entre pays](#)
2. « Radical change to Canadian asylum process wrong, unnecessary », Richard Goldman, *Montreal Gazette*, 2 mai 2019
3. [Lettre de mandat du ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé \(28 août 2018\)](#)
4. « Les É.-U. demeurent un pays sûr pour les demandeurs d'asile, conclut le Canada », Teresa Wright, *La Presse canadienne*, 22 octobre 2018
5. « Notre frontière commune : Faciliter la circulation des biens et personnes dans un environnement sécuritaire », Le Comité sénatorial permanent des banques et du commerce, Rapport intérimaire, 2002
6. *Ibid*
7. *Ibid*
8. [Décret transférant certains secteurs de l'Agence des douanes et du revenu du Canada à l'Agence des services frontaliers du Canada](#), TR/2003-216, Loi sur l'Agence des services frontaliers du Canada

9. « Le premier ministre Harper annonce des initiatives en vue de rehausser la sécurité des frontières canadiennes », 31 août 2006

10. L'Agence des services frontaliers du Canada

11. BC Civil Liberties Association, Lettre à Ralph Goodale, ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, 14 février 2019



Soumettre la vie des travailleurs au mobile du profit et aux aléas du marché

- Diane Johnston -



Depuis plusieurs années, les gouvernements du Canada jouent avec la vie des travailleurs étrangers en changeant constamment les programmes et les règlements qui touchent à leurs démarches pour s'établir de façon permanente au Canada. Au Québec, divers gouvernements ont adopté des modifications réglementaires touchant au système de points alloués dans leurs critères de sélection et augmentant le seuil de passage pour l'obtention d'un Certificat de sélection du Québec (CSQ), ce qui permet de demander la résidence permanente. Ces modifications entrent en vigueur dès qu'elles sont adoptées et sont systématiquement appliquées de façon rétroactive, ce qui a un impact grave pour des milliers de demandes accumulées, les personnes désirant s'établir au Québec ayant consacré du temps, de l'argent et des efforts inouïs à préparer les formulaires dans la certitude qu'elles avaient les qualifications requises pour obtenir le statut de résident.

Le traitement inhumain de ces personnes par les gouvernements a éclaté au grand jour lorsque, le 19 février 2018, la Cour supérieure du Québec a autorisé un recours collectif contre le ministre de l'Immigration et le gouvernement du Québec, touchant au programme régulier des travailleurs qualifiés du Québec. Le recours collectif soutient que le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI) et le gouvernement du Québec se seraient injustement enrichis, auraient commis une faute et auraient agi de mauvaise foi en omettant d'offrir le remboursement des frais d'application des participants au recours collectif dont la demande était vouée à l'échec en raison des amendements apportés au Règlement sur la pondération applicable à la sélection des ressortissants étrangers.^[1] Il y a eu règlement à l'amiable depuis et la demande d'approbation sera soumise à la Cour le 19 juin.

Précédemment, le 7 février, le ministre québécois de l'Immigration, Simon Jolin-Barrette, a présenté le projet de loi 9, une loi qui prétend vouloir « accroître la prospérité socio-économique du Québec et répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes ». La législation autoriserait le ministre à « déterminer les conditions qui affectent la résidence permanente d'un ressortissant étranger obtenue en vertu de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* », afin d'assurer « la satisfaction des besoins régionaux ou sectoriels de main-d'oeuvre, la création régionale ou sectorielle d'entreprises ou le financement de celles-ci, ou l'intégration linguistique, sociale ou économique du ressortissant étranger ».

Aussi, comme partie intégrante du développement par le gouvernement des « programmes d'accueil, de francisation et d'intégration » pour immigrants, les travailleurs étrangers devront étudier et passer le test des soi-disant valeurs démocratiques et québécoises comme condition au statut de résident permanent, une violation de la liberté de conscience. Les demandeurs n'auront d'autre choix que de reconnaître les valeurs imposées sans quoi ils échoueront le « test ». En ce moment, les citoyens québécois, eux, ne sont pas tenus de prêter allégeance aux valeurs et cette division du corps politique est inacceptable. Seul le peuple peut exprimer ces valeurs, qui ne peuvent certainement pas être définies et imposées par ceux qui, sans le contentement du peuple, prétendent agir en son nom.

Enfin, par l'article 20 du projet de loi, le gouvernement Legault tente de supprimer un arriéré de 18 000 demandes de CSQ soumises avant le 2 août 2018 en vertu du Programme régulier des travailleurs qualifiés, si le 7 février — la date de la déposition du projet de loi — le ministre n'a pas encore pris de décision de sélection, de refus ou de rejet concernant ces demandes. Et comme si cela pouvait représenter une forme de réparation, le projet de loi prévoit que « les droits exigibles payés par le demandeur ayant présenté une telle demande lui sont remboursés, sans intérêts ». On y stipule aussi qu'« aucuns dommages-intérêts ni aucune indemnité en lien avec une telle demande ne peuvent être réclamés au gouvernement, au ministre ou à l'un de leurs préposés ou mandataires. Le premier alinéa ne s'applique pas. »[2]

Dans le but de contrer la manoeuvre du gouvernement Legault pour laisser tomber l'arriéré des demandes de CSQ, l'Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration (AQAADI), qui regroupe près de 250 avocats de l'immigration, a déposé une demande d'injonction auprès de la Cour supérieure du Québec. L'Association prétend que le ministre québécois de l'Immigration a agi « illégalement en suspendant le traitement des applications en attente en vertu du Programme régulier des travailleurs qualifiés (PRTQ) » et des demandes d'un CSQ. L'AQAADI affirme aussi que la décision a « mis en péril les projets d'immigration de dizaines de milliers de candidats, dont près de 6 000 habitent déjà le Québec ». Ils ont entrepris l'injonction pour « inviter » le ministre à immédiatement reprendre l'évaluation des demandes. Aussi, selon L'AQAADI, le ministre n'a aucun pouvoir discrétionnaire ou une quelconque autorité statutaire lui permettant de refuser de traiter l'arriéré de demandes de CSQ. « Au contraire — ce refus est basé uniquement sur la mise en oeuvre prématurée d'un projet de loi qui n'a pas encore été adopté par l'Assemblée nationale et qui par conséquent n'a pas de pouvoir contraignant. »

Le 25 février, la Cour supérieure du Québec a octroyé une injonction interlocutoire provisoire exigeant du ministre de l'Immigration qu'il continue de traiter l'arriéré de 18 000 demandes de CSQ. Le ministre Simon Jolin-Barrette a répondu à l'injonction en affirmant dans un communiqué que le ministère « continuera de traiter et de rendre des décisions relativement aux demandes de Certificats de sélection du Québec dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés d'ici l'adoption du projet de loi ».

On s'attend à ce que le projet de loi soit adopté avant les vacances d'été à l'Assemblée nationale, à la mi-juin, ce qui veut dire une fois de plus que les dossiers de milliers de demandeurs de CSQ pourraient être supprimés de façon permanente, sans recours juridique possible. Cette inhumanité devient de plus en plus intolérable. Aucune société ne peut permettre de telles mesures par lesquelles les gouvernements agissent avec impunité au nom de l'état de droit.

Notes

1. Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion du Québec
2. Site web de l'Assemblée nationale, projet de loi 9, *Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes*.



Les aides familiaux résidants dénoncent les mesures arbitraires du gouvernement du Québec



Le 5 mai s'est tenue une conférence de presse à Montréal avec un groupe de travailleuses domestiques dont l'accès au statut de résidente permanente a été compromis par le projet de loi 9, *Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes*. Selon le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants qui a organisé la conférence de presse, plus de 80 travailleuses venues au Québec dans le Programme des aides familiaux résidants se sont avancées pour dire qu'elles craignent pour leur avenir à cause du projet de loi.

Bien que ces travailleuses soient venues au Québec dans le cadre du Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) du gouvernement fédéral, le programme spécifique dans lequel elles s'inscrivent diffère des autres en ce qui concerne les demandes de résidence permanente. Les personnes admises dans le cadre de ce programme peuvent présenter une demande de résidence permanente après quelques années de service dans le cadre du Programme régulier des travailleurs qualifiés du Québec (PRTQ).



Elles ont toutes entamé le processus d'obtention de la résidence permanente. Et bien que le ministère fédéral de l'Immigration, des Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) leur ait envoyé une lettre les informant qu'elles répondent aux critères d'admissibilité à la résidence permanente, leur demande au Québec a tout de même été suspendue ou retardée par le projet de loi 9.

L'envoi des formulaires de demande pour le certificat de sélection du Québec (CSQ), qui est censé être fait par le Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion Québec (MIDI) à la suite de l'émission de la lettre d'éligibilité par l'IRCC, a été suspendu depuis décembre 2018. Les personnes ayant déposé la demande du CSQ ont reçu un courriel du MIDI annonçant une suspension du traitement de leur dossier le 7 février, la date où le projet de loi 9 a été déposé devant l'Assemblée nationale. Après l'émission d'une injonction de la Cour supérieure, le MIDI a commencé à traiter les 18 000 dossiers de demandes du CSQ qui sont en attente. C'est pourtant seulement après le dépôt de plaintes auprès du MIDI que certaines de ces travailleuses ont reçu des documents. La situation présente est comme ceci : certaines ont reçu le CSQ pour elles-mêmes à titre de requérantes principales, mais pas pour les membres de leur famille, tandis que d'autres qui ont déposé une demande n'ont même pas reçu les formulaires de demande requis pour s'inscrire pour le CSQ.

« Nous sommes ici au Québec depuis au moins quatre ans et nous avons travaillé fort pour des familles québécoises, des enfants et des personnes âgées. Nous voulons rester au Québec avec notre famille et continuer à contribuer à cette société, a dit Jennifer Rentiquiano. Le stress et l'anxiété que cela nous provoque sont injustes après avoir rempli toutes nos obligations pour devenir de nouveaux immigrants au Québec. »

« Toutes les personnes, les agences et le personnel du gouvernement du Canada ont dit qu'on pourrait obtenir la résidence permanente, et j'ai fait tout ce que je devais faire. Mon accouchement est prévu en juillet, et je m'inquiète de mon statut. Sans un statut assuré, qu'est-ce que je peux faire pour mon enfant ? », déplore Genie Zonoria Tagalogon. Plusieurs autres ont des enfants aux Philippines qui attendent de rejoindre leur mère qu'ils n'ont pas pu voir depuis des années.

Jasmin de la Calzada, représentante de PINAY (Organisation des femmes philippines du Québec), a expliqué que « depuis le début du XXe siècle, le Canada dépend largement des travailleuses migrantes pour la garde de la famille, surtout des enfants. Ces travailleuses sont venues au Canada et y ont travaillé fort dans l'espoir d'un meilleur avenir pour leurs enfants. »

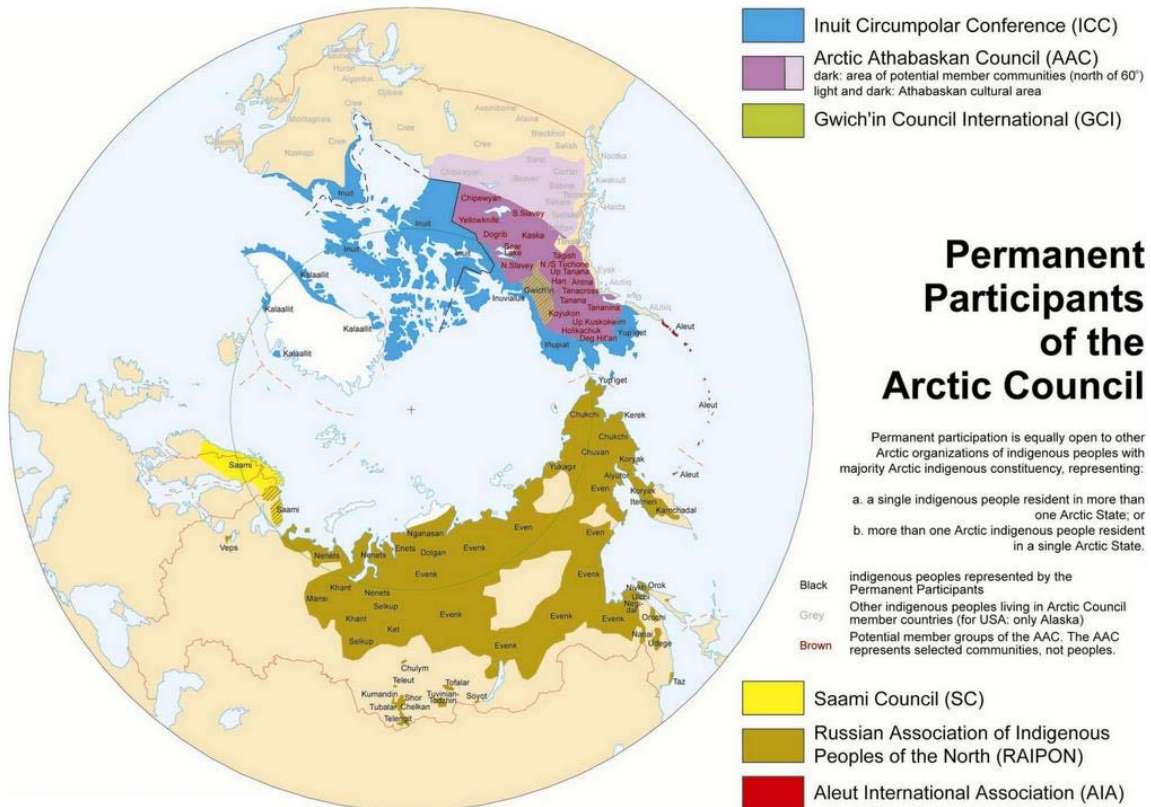


(Sources : Centre des travailleurs et travailleuses immigrants, CTV News. Photos : PINAY)

**Ne ménageons aucun effort pour humaniser l'environnement naturel
et social et faire du Canada une zone de paix**

Les États-Unis doivent rendre des comptes pour avoir perturbé la rencontre du Conseil de l'Arctique

- Peter Ewart -



courtesy of Norwegian Polar Institute/W.K. Dallmann [4]

Les recherches publiées montrent que les changements climatiques entraînent la fin de l'Arctique tel que nous le connaissons, en raison de la hausse des températures, de la fonte des glaces, de la modification de la couverture neigeuse et de la disparition du pergélisol. Depuis 1971, 8 000 milliards de tonnes métriques de glace terrestre ont été perdues dans l'Arctique, ce qui a entraîné une élévation du niveau des océans dans le monde et l'ajout d'une masse d'eau suffisante pour faire incliner l'axe de la Terre. Comme le dit un chercheur, « le système biophysique arctique tend clairement à s'éloigner de son état du XXe siècle et à évoluer vers un état sans précédent ».

Malgré les inquiétudes de l'humanité sur le besoin d'humaniser l'environnement naturel et social et son désir de prendre les choses en main, un jour avant la 11e réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique qui s'est tenue cette année à Rovaniemi, en Finlande, le 7 mai, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a prononcé un discours démagogique et belliciste de vingt minutes, conçu pour faire croire que les changements climatiques n'existent pas et établir l'hégémonie américaine. Il a tempêté contre la Chine et la Russie et ce qu'il a décrit comme leurs visées prédatrices dans l'Arctique. Il a aussi profité de l'occasion pour déclarer sans équivoque que la revendication du Canada sur le passage du Nord-Ouest est « illégitime ».

Pompeo a déclaré que l'Arctique est devenu « une arène de lutte de pouvoir et de concurrence » et « prend rapidement une nouvelle signification stratégique ». En particulier, il a expliqué comment la Chine relie la route maritime du nord de la Russie à sa « Route de la soie ». Selon lui, Beijing «

pourrait utiliser sa présence en matière de recherche civile [...] pour renforcer sa présence militaire » et adopter un comportement « agressif ailleurs ». En outre, il a remis en question la prétention de la Chine d'être « un État proche de l'Arctique », affirmant qu'« il n'existe aucune troisième catégorie et prétendre le contraire ne donne à la Chine aucun droit ».

En ce qui concerne la Russie, il a critiqué ses revendications sur ce qu'il a appelé « les eaux internationales de la route maritime du Nord » et l'accroissement de sa présence militaire dans la région, dit que « les ambitions territoriales de la Russie peuvent devenir violentes »

Pompeo a parlé avec allégresse des possibilités que la fonte des glaces offre à la navigation et l'extraction de ressources, sans se soucier outre mesure des inconvénients d'un réchauffement rapide de l'Arctique. Il ne semble pas se préoccuper du fait que de vastes secteurs de la région autrefois recouverts de glace et de neige ne réfléchissent plus les rayons du soleil, mais les absorbent, ce qui cause une accélération du réchauffement de la planète. Ou que, lorsque le pergélisol fondra, d'énormes volumes de méthane, un gaz à effet de serre, seront libérés dans l'atmosphère. Ou que les conditions météorologiques seront profondément affectées dans le reste du monde à cause des changements dans le courant-jet et les courants océaniques. Les commentaires de Pompeo ont coïncidé avec la publication d'un rapport de l'ONU selon lequel un million d'espèces sur la planète sont en voie de disparition en partie à cause des changements climatiques.

Les pays participants aux rencontres du Conseil de l'Arctique s'efforcent d'en faire un organisme collégial. Tous les deux ans, les représentants des huit pays de l'Arctique et de six organisations autochtones participantes délibèrent sur des questions de développement durable et de protection de l'environnement. L'accent est mis sur la recherche de moyens de collaborer sur des problèmes communs.^[1] Il est considéré comme étant déplacé de se servir de cette plateforme pour intimider avant la convocation de la réunion.

Selon les reportages, les délégués du Conseil de l'Arctique ont été stupéfaits par les commentaires de Pompeo. La Chine jouit du statut d'observateur au sein du Conseil de l'Arctique et le chef de la délégation chinoise, Gao Feng, a déclaré que le discours de Pompeo « l'avait laissé abasourdi ». Il a ajouté que « les activités du Conseil de l'Arctique sont la coopération, la protection de l'environnement, les consultations amicales ainsi que le partage et l'échange de points de vue », ce que le discours du secrétaire d'État américain a complètement contredit.

« La Chine ne s'ingérera pas dans les affaires qui appartiennent uniquement aux pays arctiques », a déclaré Feng, ajoutant que la Chine avait toujours adhéré au principe d'ouverture, de coopération et d'avantages mutuels dans les affaires dans l'Arctique.

« Sur la question de l'Arctique, la Chine a toujours insisté sur l'importance de la recherche scientifique, plaidant en faveur de la conservation de l'environnement, de l'utilisation raisonnable, de la gouvernance basée sur le droit et la coopération internationale, a-t-il poursuivi. Nous ne faisons pas de la géopolitique et ne cherchons pas à créer un petit cercle exclusif. »

La Chine est disposée à travailler avec toutes les parties pour contribuer à la paix, à la tranquillité et au développement durable dans l'Arctique, a déclaré Gao, ajoutant que les critiques formulées par le responsable américain « étaient totalement incorrectes » et « motivées par des arrière-pensées ».

Lassi Heininen, de l'Université d'Helsinki, en Finlande, a fait observer que, par le passé, toutes les parties présentes s'étaient efforcées d'instaurer une bonne atmosphère en raison de leurs intérêts communs. Il a demandé pourquoi Pompeo avait agi de manière si agressive contre la Chine et la Russie, notant que « le contenu et le moment du discours n'étaient pas connus lors des réunions ministérielles du Conseil de l'Arctique, où traditionnellement, aucun État ou ministre n'essaie de 'voler la vedette' ». Heininen a ajouté qu'il espérait que l'intervention de Pompeo ne mènerait pas à l'utilisation du Conseil de l'Arctique à d'autres fins.

Michael Byers, un expert de l'Université de la Colombie-Britannique sur l'Arctique, a qualifié les propos de Pompeo de « belligérants » et dit qu'ils contiennent de nombreuses fausses déclarations. Par exemple, Pompeo s'est plaint des investissements chinois dans les infrastructures arctiques du Canada, mais ces investissements sont en réalité inexistantes.

L'une des choses les plus alarmantes qui se soient produites à la réunion du Conseil de l'Arctique est que, pour la première fois depuis sa création en 1996, le Conseil n'a pas été en mesure de produire une déclaration commune, rapporte le journal *Helsingin Sanomat*. La raison en est que la partie américaine a bloqué toute déclaration contenant les mots « changements climatiques », malgré l'opposition des participants à la réunion. Le ministre finlandais des Affaires étrangères, Timo Soini, a plutôt publié une déclaration détaillée de son président, le premier document de ce type dans l'histoire du Conseil de l'Arctique, rapporte *Nunatsiaq News*, faute de consensus sur les changements climatiques. Soini y fait référence à « une majorité d'entre nous », autour de la table du Conseil de l'Arctique, qui a soutenu les causes liées aux changements climatiques, tels que la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de carbone noir et de travailler à l'adaptation aux changements climatiques.[2]

Lors de la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique en 2017, les États-Unis ont bel et bien signé une déclaration selon laquelle « ils ont clairement cité les effets des changements climatiques dans l'Arctique et la nécessité d'agir à tous les niveaux », lit-on dans un rapport de presse. Le gouvernement américain n'a pas expliqué pourquoi Pompeo avait directement contredit cet accord précédent. Toutefois, lors d'une conférence de presse, l'administration Trump partage « un profond engagement en faveur de la gestion de l'environnement », sans toutefois s'engager dans des objectifs collectifs tels que sur les émissions de carbone noir, qui, a-t-elle affirmé, accélèrent le réchauffement de l'Arctique. À cet égard, le secrétaire d'État semble même ne plus être en phase avec ses propres militaires, qui considèrent les changements climatiques et la hausse des températures comme « une menace pour la sécurité nationale ». Le fait est que Pompeo était en extase devant les possibilités offertes par la fonte des glaces de l'Arctique pour la navigation et l'extraction de ressources, mais a refusé de reconnaître la raison de la fonte des glaces ou même de prononcer les mots « changements climatiques » au cours des échanges.

Les représentants autochtones ont condamné les déclarations et les actions des États-Unis, et en particulier le blocage par les États-Unis de la déclaration commune finale sur la question des changements climatiques. Dalee Sambo Dorough, présidente internationale du Conseil circumpolaire inuit, a qualifié les actions américaines de « manque de leadership et d'échec moral » qui portent gravement atteinte à « l'avenir de ce qui est censé être un organisme fondé sur le consensus ».

Elle a ajouté que « les Inuits ressentent chaque jour les effets des changements climatiques. Alors que le gouvernement américain se préoccupe de sémantique, notre peuple est témoin des effets néfastes des changements climatiques. Mais notre réalité à nous, qu'en faites-vous ? »

Jimmy Stotts, président du Inuit Circumpolar Council-Alaska, faisant clairement référence aux États-Unis, a déclaré qu'il était temps d'arrêter de « se cacher de la réalité » et de reconnaître que les changements climatiques sont réels et que l'humanité en est responsable. « Nous ne comprenons pas ceux qui soutiendraient le contraire, a-t-il dit. Nous pensons qu'il est temps d'arrêter de se chamailler si nous voulons survivre. »

Stotts a également proposé que le Conseil de l'Arctique se concentre davantage sur d'autres questions clés pour les peuples autochtones de l'Arctique, telles que la gestion de la faune, la sécurité alimentaire, les déficits en infrastructure, les problèmes environnementaux et « l'horreur du suicide », rapporte *Nunatsiaq News*. Il a exhorté le Conseil de l'Arctique à revenir à son idée initiale, celle de trouver un équilibre entre développement et conservation, lit-on dans le rapport de presse.

La ministre des Affaires étrangères du Canada, Chrystia Freeland, a dû dire pour appuyer sa prétention que son gouvernement soutenait les peuples autochtones de l'Arctique, que « le Canada financera un secrétariat permanent du Groupe de travail sur le développement durable du Conseil de l'Arctique dans le cadre d'un investissement plus vaste supérieur à 28 millions de dollars [...] pour fournir une assistance continue à des groupes autochtones afin qu'ils puissent participer au Conseil de l'Arctique et pour aider UArctic, un réseau d'universités regroupant des membres du monde circumpolaire ». Elle a évoqué un récent rapport du gouvernement fédéral sur les changements climatiques, selon lequel les températures dans l'Arctique pourraient augmenter de 11 degrés Celsius, comme « terrifiantes ». Elle n'a rien dit dans le sens de tenir les États-Unis responsables d'avoir perturbé la réunion ministérielle ou au sujet de leur position répétée selon laquelle la revendication du Canada sur le passage du Nord-Ouest est « illégitime ».

Le résultat est que les huit pays arctiques ont fini par signer une déclaration ministérielle d'une page qui ne contenait aucune mention des changements climatiques, que les six organisations participantes autochtones ont refusé d'appuyer. Selon le document, qui se trouve sur le site Web du Conseil de l'Arctique, les ministres ont réaffirmé leur « engagement à maintenir la paix, la stabilité et une coopération constructive dans l'Arctique », soulignant « le rôle des États de l'Arctique en matière de leadership dans la gestion des nouvelles opportunités et des nouveaux défis dans l'Arctique, en étroite coopération avec les participants permanents », reconnaissant « le droit des peuples autochtones de l'Arctique et le rôle unique des participants permanents au sein du Conseil de l'Arctique, ainsi que l'engagement de consulter et de coopérer de bonne foi avec les peuples autochtones de l'Arctique et de soutenir leur engagement significatif dans les activités du Conseil de l'Arctique ». De plus, ils se sont félicités du « travail stratégique en cours » et ont chargé « les hauts fonctionnaires de l'Arctique de poursuivre la planification stratégique afin d'orienter et d'améliorer l'efficacité du Conseil de l'Arctique et de faire rapport aux ministres en 2021 ».

Les peuples qui vivent dans l'Arctique bénéficient du soutien total des peuples des pays situés à l'intérieur du cercle polaire arctique. Il y a un appui partout dans le monde pour la position des peuples de l'Arctique de faire de l'Arctique une zone de paix et de s'attaquer aux changements climatiques et aux très graves problèmes auxquels ils sont confrontés. L'offensive des États-Unis pour imposer leur hégémonie dans l'Arctique, leur bellicisme, leurs attaques contre la Chine et la Russie et leur objection aux revendications canadiennes sur le passage du Nord-Ouest, tout cela exige que le Canada prenne position en tant que nation s'il veut survivre dans le dangereux climat international actuel.[3]

La présidence du Conseil de l'Arctique a été confiée à l'Islande pour les deux prochaines années. L'Islande a accueilli le Conseil de l'Arctique pour la dernière fois de 2002 à 2004.

« Un dialogue actif basé sur la recherche scientifique et une collaboration dynamique entre nos pays et nos organisations est la meilleure voie à suivre pour le Conseil de l'Arctique », a déclaré le ministre islandais des Affaires étrangères, Guðlaugur Þór Þórðarson, avant de recevoir la présidence du ministre finlandais des Affaires étrangères, Timo Soini.

Notes

1. Le Conseil arctique a été établi en 1996 pour promouvoir la coopération entre les pays de l'Arctique, en particulier dans le domaine de la protection environnementale. Les États membres sont le Canada, le Danemark, les États-Unis, la Finlande, l'Islande, la Norvège, la Russie et la Suède.

2. Pour le texte complet de la déclaration du président du Conseil arctique, le ministre des Affaires étrangères Timo Soini, cliquer [ici](#).]

3. Voir aussi les articles suivants :

« Collusion et rivalité dans l'Arctique : Le gouvernement Trudeau entreprend de militariser l'Arctique » Peter Ewart, *LML*, 6 avril 2019

« La dispute au sujet du passage du Nord-Ouest », *LML*, 6 avril 2019

« La lutte des Inuits pour faire de l'Arctique une Zone de paix », *LML*, 6 avril 2019

« L'Arctique – un survol », *LML*, 6 avril 2019

« Le conseil de l'Arctique et la question militaire », *LML*, 6 avril 2019

(Sources : Conseil de l'Arctique, Nunatsiag News, Eye on the Arctic/Radio Canada International, CBC News, The Guardian, Helsingin Sanomat, US Department of State, TASS, Xinhua)



Le Canada et l'état de droit international

Le Réseau canadien pour Cuba exhorte Ottawa à rouvrir son bureau d'immigration à Cuba

- Isaac Saney, porte-parole -

Le Réseau canadien pour Cuba (RCC) est profondément préoccupé de la décision soudaine d'Ottawa de fermer la section Immigration, Réfugiés et Citoyenneté (IRC) de son bureau de La Havane où les visas sont obtenus par les citoyens cubains désirant visiter le Canada ou encore cherchant du travail ou un permis d'études. Cette mesure a été précédée d'une réduction de 50 % du personnel de l'ambassade du Canada à Cuba en janvier de cette année. Les Cubains doivent maintenant faire leurs demandes par le biais d'un centre de demandes de visas dans un tiers pays (le plus proche est le Mexique). Toute personne devant fournir des données biométriques (photo et empreintes digitales), une exigence imposée en 2018 et touchant presque tout le monde, devra désormais se rendre à un centre à l'extérieur de Cuba pour faire enregistrer ces informations.

Ces décisions ont occasionné des délais irraisonnables et des obstacles financiers importants aux Cubains qui désirent voyager au Canada. Elles auront aussi des répercussions négatives sur, entre autres, les relations dans le monde des affaires et les domaines culturels, scientifiques et sportifs. De fait, elles ont déjà eu des répercussions draconiennes sur les échanges académiques entre le Canada et Cuba : certains intellectuels cubains devant participer à la conférence annuelle de l'Association canadienne des Études latino-américaines et caraïbes du 10 au 12 mai n'ont pu obtenir de visa.

Le Canada et Cuba entretiennent des relations diplomatiques sans interruption depuis 1945. Ce développement représente une importante rupture des relations qui ont existé durant toutes ces années. Le Canada, comme le Mexique, a refusé de rompre les relations diplomatiques avec Cuba dans les années 1960 lorsque les États-Unis imposaient le blocus multilatéral qu'ils maintiennent depuis ce



temps. À ce moment-là, les États-Unis avaient exigé que les membres de l'Organisation des États américains (OÉA) rompent leurs liens avec Cuba et, quoique le Canada n'était pas membre de l'OÉA à cette époque, il a refusé de suivre le mot d'ordre.

Quel crime, se demande-t-on, Cuba a-t-il commis contre le Canada pour que celui-ci agisse ainsi de façon qu'on ne peut qualifier que d'hostile à l'égard de Cuba ? Pourquoi à ce moment précis, alors que les États-Unis font marche arrière sur les efforts du gouvernement d'Obama pour mettre fin à une politique que, malgré son échec, Washington maintenait contre Cuba depuis soixante ans ? En 2014, le monde se réjouissait de constater la reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba et avait espoir que les relations entre les deux pays allaient être normalisées. Le Canada avait contribué à la démarche en offrant un forum pour les pourparlers qui ont créé une amélioration des relations.

Tout le monde sait que les sanctions ciblent le peuple et le privent de denrées alimentaires, de produits pharmaceutiques et d'une normalité dans la poursuite de relations commerciales, financières et autres relations fondamentales. Pendant 27 ans, la vaste majorité de pays dans le monde a massivement rejeté la guerre économique multilatérale des États-Unis contre Cuba. Ne serait-ce qu'en 2018, 189 pays ont voté avec Cuba en faveur d'une résolution exigeant la fin du blocus et seuls deux pays ont voté contre, l'un étant les États-Unis eux-mêmes.



Et voilà que le Canada prend une telle mesure ! Le Canada est-il à ce point emporté par les attaques antidémocratiques et contre-révolutionnaires de l'administration Trump contre le droit du Venezuela à l'autodétermination qu'il voudrait se venger contre Cuba ? Ou est-il sur le point d'annoncer que ce sont les États-Unis qui dictent la politique canadienne ? Quoi qu'il en soit, le geste est honteux.

Qui bénéficiera de la fermeture des services de visa à La Havane ? Ce ne seront pas les Cubains désireux d'avoir des relations normales avec le Canada et les Canadiens. Quel tort Cuba a-t-il jamais fait au Canada ?

Le Réseau canadien pour Cuba demande au gouvernement canadien de rétablir les services interrompus au bureau de l'IRC à La Havane, pour que le processus d'obtention de visa puisse se

poursuivre de façon raisonnable. Si la fermeture impromptue est simplement le fait d'un manque de personnel requis, comme l'affirme le ministère d'Affaires mondiales, alors Ottawa devrait en toute transparence annoncer que l'émission de visas et les autres procédures reliées reprendront dès que le problème de personnel sera réglé.

Les Canadiens, dont plusieurs milliers visitent Cuba pour de multiples raisons, qu'il s'agisse de tourisme, d'affaires ou d'échanges académiques, politiques et culturels de toutes sortes, veulent qu'Ottawa poursuive une politique étrangère fondée sur le respect réciproque et sur l'égalité. Le Réseau canadien pour Cuba est persuadé que les Canadiens vont rejeter toute mesure prise par Ottawa qui minerait les relations diplomatiques de longue date entre les peuples de nos deux pays, sans parler des liens d'amitié et de solidarité qui nous unissent, relations fondées sur les normes du droit international.

(10 mai 2019)

Déclaration de Huawei à la suite de l'audience de gestion de cas de Meng Wanzhou

L'exécutif de Huawei a publié 8 mai une déclaration sur les démarches de la Cour suprême de la Colombie-Britannique à la suite de la dernière audience concernant l'affaire d'extradition de Meng Wanzhou.

Benjamin Howes, vice-président des affaires médiatiques chez Huawei a déclaré :

« Depuis le début, Huawei a exprimé sa confiance en l'innocence de Mme Meng. Nous avons soutenu que son arrestation ordonnée par les États-Unis constituait un abus illégal de procédure - fondé sur des considérations et des tactiques politiques et non sur l'état de droit.

« Aujourd'hui, au tribunal, les avocats de Mme Meng ont fait trois nouvelles et importantes divulgations.

« Premièrement, les poursuites pénales engagées contre Mme Meng reposent sur des allégations tout simplement fausses. Il a été clairement précisé au tribunal aujourd'hui que les activités commerciales de Mme Meng étaient menées de manière ouverte et transparente en toute connaissance de cause par les représentants du secteur bancaire. Les avocats ont noté au tribunal aujourd'hui que la présentation PowerPoint n'était pas trompeuse, que la banque était au courant de la nature des activités et des opérations de Skycom en Iran et qu'elle comprenait la relation entre Huawei et Skycom. Par conséquent, rien ne prouve que Meng ait commis des actes de « tromperie, de malhonnêteté ou d'autres actes frauduleux » ni que la banque ait été exposée à un risque de privation en s'appuyant sur la présentation de Meng.

« Deuxièmement, il a été révélé que les actions dirigées en partie par le FBI avaient entraîné des violations graves et répétées des droits de Mme Meng en vertu de la Charte. Selon la preuve révélée par le ministère de la Justice du Canada, l'arrestation de Meng à l'aéroport était un effort coordonné de trois départements : la Gendarmerie royale du Canada (GRC), l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) et le FBI. La GRC avait délibérément retardé la présentation du mandat d'arrêt afin de procéder à une détention illégale et fouiller Meng sous le prétexte d'un contrôle de routine aux frontières. Son téléphone portable et d'autres appareils électroniques ont été saisis à la demande du FBI - et elle a été obligée de révéler ses mots de passe. La GRC, l'ASFC et le ministère de la Justice disposent d'autres éléments de preuve concernant cette affaire. Mme Meng déposera une requête auprès du tribunal demandant à la GRC, à l'ASFC et au ministère de la Justice de divulguer davantage d'éléments de preuve sur cette affaire.

« Troisièmement, il a été révélé que l'arrestation de Mme Meng a enfreint un principe fondamental du traité d'extradition canado-américain et du droit canadien en matière d'extradition - parce que l'allégation à laquelle elle est confrontée n'est pas un crime au Canada. Les allégations américaines contre Meng sont basées sur des violations des sanctions américaines contre l'Iran. Cependant, le Canada n'impose pas de sanctions sur les services financiers en relation avec l'Iran. Par conséquent, la demande d'extradition ne satisfait pas à la condition de double incrimination.

« En outre, il a été déclaré que les facteurs politiques en jeu pendant le processus d'extradition pourraient entraîner une grave violation de la justice. Les droits légitimes de Mme Meng peuvent également être lésés. Ainsi, Mme Meng a l'intention de demander à cette Cour de suspendre la procédure d'extradition.

« Les Canadiens valorisent l'état de droit - et la Charte des droits. Les responsables de l'application des lois sont tenus de respecter les règles en tout temps, dans tous les cas et pour tous, citoyens et visiteurs.

« Nous avons confiance dans le processus judiciaire canadien - et nous sommes impatients de voir la liberté de Mme Meng restaurée. »



À la défense des droits des immigrants et des réfugiés aux États-Unis

Les étudiants et les travailleurs s'opposent à l'escalade des attaques de l'administration Trump

- *Voice of Revolution* -



Les étudiants de l'Université Johns Hopkins à Baltimore, au Maryland, ont organisé un sit-in d'un mois pour demander à l'université de mettre fin à tous ses contrats avec le Service de l'immigration et de l'application des règles douanières des États-Unis (ICE) et d'utiliser les fonds à la place pour créer un fonds de défense des immigrants. Ils ont également établi un lien entre la répression faite par ICE dans leurs communautés et le projet de l'université de mettre sur pied une force de police armée privée. Leurs slogans l'ont bien fait ressortir, Pas de justice, pas de paix, pas de police armée ! Pas de justice, Pas de paix, Pas d'ICE dans nos rues ! Les communautés du Wisconsin, de l'Arizona et d'ailleurs prennent également position contre les centres de détention et pour le respect des droits des familles de migrants. En outre, les agents assignés aux demandeurs d'asile, des fonctionnaires distincts d'ICE et du Service de la douane et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) et qui ne sont pas une force armée, protestent contre les nouveaux protocoles qui obligent les personnes qui ont des réclamations et des craintes légitimes à retourner au Mexique. De nombreuses actions du Premier Mai ont également défendu les droits des immigrants et des réfugiés, y compris le droit à un permis de conduire et à d'autres exigences de base de la vie quotidienne. Tous se battent pour les droits et pour un état de droit qui fonctionne réellement dans l'intérêt du peuple.

Face à cette résistance croissante, le Bureau du président prend des mesures supplémentaires pour attaquer les droits et éliminer l'état de droit. Dans une autre note présidentielle, Trump agit pour empêcher les demandeurs d'asile d'obtenir un permis de travail. Étant donné que le traitement des demandes d'asile prend généralement au moins six mois et parfois des années, compte tenu des retards actuels à traiter les demandes, il s'agit d'un effort pour affamer les personnes même si elles n'ont commis aucun crime et ont le droit d'asile. Il exige également que des frais soient maintenant imposés pour simplement faire une demande, ce qui revient à transformer un droit en un privilège pour ceux qui disposent de fonds suffisants.

En outre, Trump exige que tous les cas soient jugés dans un délai de 180 jours. C'est encore une autre attaque contre les juges à l'immigration dont les nombres sont déjà contingentés. Les juges se sont prononcés contre ces mesures, déclarant que cela les prive de leur pouvoir discrétionnaire et de leur pouvoir en tant que juges de juger une affaire. Imposer des procès plus rapides compromet également la capacité des migrants qui cherchent à faire appel aux services d'avocats et préparer leurs dossiers. Ces deux demandes, ainsi que les Protocoles sur la protection des migrants (MPP), émis en janvier, sapent l'autorité des juges et des agents assignés aux demandeurs d'asile qui ont été formés sur la législation touchant les réfugiés et la font respecter.

Le mémorandum présidentiel enjoint au procureur général, William P. Barr, et au secrétaire par intérim de la Sécurité intérieure, Kevin McAleenan, de proposer, dans un délai de 90 jours, un règlement qui permettrait de faire respecter ces exigences. Le mémorandum indique que l'objectif est « de renforcer les procédures de demandes d'asile afin de protéger notre système contre les abus généralisés de notre processus de demande d'asile ». Il n'y a aucune preuve qu'un tel abus existe. Il est vrai qu'un grand nombre de familles sont contraintes de quitter leur patrie, car leurs pays sont plongés dans l'anarchie et la violence provoquées par l'ingérence de toute sorte des États-Unis, notamment au Honduras et au Salvador, d'où la plupart des migrants arrivent présentement. Ainsi, plus de 103 000 migrants ont franchi la frontière séparant les États-Unis et le Mexique le mois dernier, soit le niveau le plus élevé depuis plus de dix ans. Environ 60 % étaient des parents issus d'Amérique centrale voyageant avec des enfants qui, à leur arrivée sur le sol américain, où qu'ils traversent, ont droit à l'asile.

Bien que rien ne prouve que les migrants abusent du système, ce que confirment les juges et les agents assignés aux demandeurs d'asile, il existe de nombreuses preuves que les réfugiés sont illégalement criminalisés et terrorisés par le gouvernement - les familles étant séparées, les mères et les enfants détenus pendant de longues périodes, les mineurs gardés dans des cages et privés de tout soin médical au point que des enfants meurent pendant qu'ils sont pris en charge par le CBP et l'ICE et que des personnes ayant de justes réclamations sont renvoyées au Mexique.

Trump et le gouvernement n'ont manifestement aucune solution aux problèmes créés par l'État américain, tant au pays qu'à l'étranger. Ils refusent de défendre les droits et éliminent systématiquement l'état de droit. Qu'il s'agisse d'immigrants et de réfugiés, d'assassinats et de brutalité commis par les forces policières, ou de problèmes de guerre et de paix, tels que les projets d'invasion militaire du Venezuela, c'est le recours aux pouvoirs de police qui se produit, et le mémorandum présidentiel en est un exemple. On en a une preuve de plus avec l'envoi par Trump de centaines de soldats à la frontière avec le Mexique et le prolongement de leur déploiement pour une période indéterminée. De toute évidence, il existe un lien entre la guerre impérialiste, potentiellement contre le Mexique et le Venezuela, et la répression d'ICE et de la police armée dans le pays. Un gouvernement sans solution qui refuse de moderniser ses institutions ne peut compter que sur le recours à la force.

Comme l'indique la résistance croissante, la défense des droits de tous est cruciale à ce moment-ci. Un but commun à ces luttes, à la fois contre les guerres et l'ingérence américaines et pour les droits, est un gouvernement antiguerre. Un gouvernement antiguerre défend les droits de tous au pays et à l'étranger, rapatrie toutes les troupes américaines et s'oppose à la guerre, à l'ingérence et au génocide meurtrier commis par la police et l'armée. Un gouvernement antiguerre reconnaît que la démocratie actuelle exige que les peuples eux-mêmes soient habilités à décider de ces questions vitales et à faire en sorte que des relations positives soient développées, qui servent les intérêts des peuples ici et à l'étranger.

(Traduit de l'anglais par LML. Photos : VOR)



Les étudiants de Johns Hopkins demandent la fin des contrats avec l'ICE et qu'il n'y ait pas de police armée sur le campus



Les étudiants de l'Université Johns Hopkins ont organisé un sit-in d'un mois dans le bâtiment administratif de leur campus, le Garland Hall, contre le projet de l'université d'avoir une police armée sur le campus et contre ses contrats avec le Service de l'immigration et de l'application des règles douanières des États-Unis (ICE). Ils ont réclamé que ces contrats soient annulés alors qu'ils arrivent à terme cette année et que l'argent que ces contrats ont généré, environ 1,7 million de dollars, soit versé à un fond de défense des immigrants. Les étudiants ont fermement dénoncé la détention des demandeurs d'asile et la criminalisation des immigrants et exigé que l'université ne prenne pas part à ces crimes.

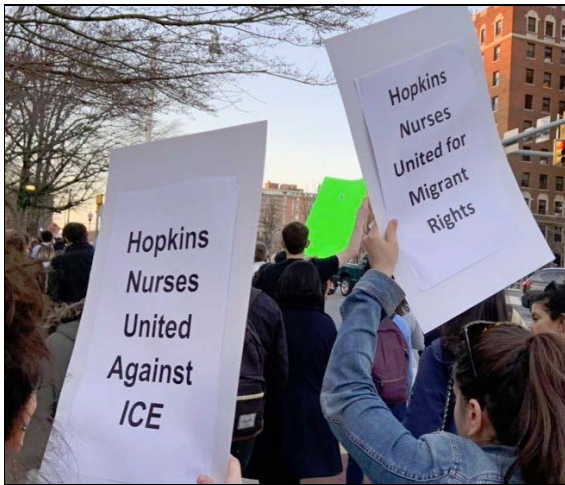
Pendant ce sit-in d'un mois, la voix des étudiants s'est fait entendre haut et fort : « Pas de police armée sur le campus ! Non aux contrats avec l'ICE ! »

Un organisateur du sit-in a expliqué la situation : « Une loi de l'État très dangereuse vient juste d'être adoptée, qui donne à cette université, qui est un récidiviste en fait de crimes contre les résidents de Baltimore, un pouvoir policier. Soixante-quinze pour cent des étudiants de Johns Hopkins ont dit qu'ils ne veulent pas de force de police. De nombreuses associations communautaires, principalement à Baltimore, ont aussi dit qu'elles ne veulent pas de cette force armée.

« Cent professeurs ont aussi écrit une lettre à l'administration dans laquelle ils disent qu'ils veulent désarmer, désamorcer et stopper le financement de cet instrument de recours à la force qui va être déployé. Ils ont revendiqué d'autres solutions et d'autre formes d'investissement et des choses comme la médiation et des alternatives d'initiative communautaire à cette présence policière. En tant qu'institution de santé publique, l'Université Johns Hopkins peut faire beaucoup mieux et sait très bien que plus de présence policière ne veut pas dire moins de crime, et qu'au contraire elle cause plus d'anxiété et de préoccupations de santé publique dans les communautés, qu'elle retire la richesse des communautés et normalise la violence et la terreur sanctionnées par l'État contre les personnes noires et brunes partout aux États-Unis.

Les professeurs ont adopté à l'unanimité une résolution en appui aux étudiants. L'appui de la

communauté a grandi pendant le sit-in. Les organisations communautaires et les groupes religieux ont visité les étudiants et exprimé leur appui publiquement. Grâce à cet appui, les étudiants ont recueilli plus de 2 700 \$ pour la nourriture et d'autres produits de première nécessité.



Le président Ron Daniels a refusé de rencontrer les étudiants au sujet de leurs préoccupations à moins qu'ils ne quittent le bâtiment administratif. Loin de quitter les lieux, les étudiants ont affiché des tracts et installé des bannières et organisé des réunions et d'autres événements pour informer leurs collègues étudiants et toutes les personnes concernées de la nécessité d'empêcher qu'une force de police armée s'installe sur le campus et de rejeter toute relation avec l'ICE. Ils ont établi une connexion très claire entre l'usage de la force contre les immigrants à la frontière avec le Mexique et l'usage de la force contre les étudiants, en particulier les étudiants des minorités, qui sont régulièrement brutalisés et

victimes de profilage. La police de Baltimore est déjà connue pour le meurtre d'Afro-Américains non armés. Les étudiants n'ont aucun doute qu'une force de police privée armée sur le campus, non redevable au public, va empirer les choses.

Les étudiants ont aussi parlé de la lutte qui se mène à Baltimore pour réclamer justice pour Tyrone West, un Afro-Américain qui a été tué par la police de l'Université d'État Morgan en juillet 2013. Cette université possède une force armée privée que Johns Hopkins utilise comme modèle pour la sienne. Les étudiants et la communauté savent très bien que, depuis plusieurs années, les officiers de police des campus ont recours au profilage racial et à la force pour traiter les incidents, y compris ceux qui comprennent des étudiants ayant des problèmes de santé mentale. Ce sont des conclusions qui s'imposent à la lumière d'un incident qui s'est produit en avril lorsqu'un couple afro-américain, non armé et agissant de manière entièrement conforme lors d'un contrôle routier, a été blessé par balles par la police, dont un officier du département de police de Yale.

Les étudiants ont aussi rejeté l'affirmation de l'administration que la police armée va rendre le campus plus sécuritaire. De nombreuses étudiantes ont dit par exemple que faire enquête sur les assauts sexuels sur le campus ferait beaucoup plus pour la sécurité des étudiants.

L'université a aussi menacé les étudiants de mesures disciplinaires. Elle a refusé de mettre quoi que ce soit par écrit en rapport aux préoccupations des étudiantes, mais elle a accumulé un dossier sur papier au sujet des « violations » commises par les étudiants dans le but, comme l'a dit un organisateur, de « prendre des mesures disciplinaires contre les étudiants dès qu'ils lèveront le sit-in. [...] Nous avons entendu dire que le bureau du doyen a appelé des professeurs, surtout ceux qui sont dans des conditions plus précaires, et les a menacés et découragés d'appuyer le sit-in. Quiconque pénètre dans l'espace du sit-in est repéré et étroitement surveillé, ce qui est très alarmant et donne crédibilité à nos préoccupations sur ce que Hopkins ferait de sa force de police privée armée sur le campus et dans la communauté. »

L'université a aussi rejeté la proposition de médiation des étudiants et des professeurs pour traiter de leurs préoccupations et résoudre les problèmes. Elle a aussi rejeté les appels des étudiants et des professeurs à la tenue de plus de réunions publiques pour que les personnes de la communauté puissent faire entendre leurs préoccupations au sujet de l'ICE, du profilage policier et des meurtres commis par la police et sur des alternatives au recours à la force.

Le premier mai, après des semaines de refus de l'administration de les rencontrer, les étudiants ont fermé le Garland Hall. Ils ont mis des chaînes aux portes et se sont enchaînés aux rampes et aux

escaliers. Ils ont laissé ouverte la porte menant au bureau du président.

Les étudiants ont affiché des affiches et des tracts sur les vitres et sur les portes de l'édifice et ont fait connaître leurs préoccupations. Une grande bannière sur les escaliers disait : « Pas de police privée. Pas de contrats avec l'ICE, Justice pour Tyrone West. »



Le 5 mai, Daniels a dit qu'il rencontrerait les étudiants, mais seulement à l'extérieur de l'édifice, ce que la plupart des étudiants ont considéré comme un subterfuge pour les démobiliser. Ils ont demandé qu'un médiateur neutre, accepté par les parties, mène les négociations. Ils ont demandé que les étudiants, les professeurs et le personnel qui ont participé aux protestations ne soient pas punis et de pouvoir revenir dans l'édifice et ne pas être arrêtés si les pourparlers échouaient. Daniels a refusé et a fait appel à la police pour qu'elle vide l'édifice. Plus de 80 policiers ont envahi le bâtiment. Sept étudiants ont été arrêtés. Alors qu'ils étaient évacués de force, les étudiants ont exprimé clairement qu'ils continuent leur lutte.

(Voice of Revolution. Photos : Struggle-La Lucha, Students Against Private Police, J. Noor, B. Soderberg)



Une communauté du Wisconsin rejette la construction d'un centre de détention privé

L'opposition de la communauté au projet de construction du premier centre de détention pour immigrants géré par le secteur privé dans le Wisconsin a fait en sorte que la proposition, qui est en préparation depuis un an, a été abandonnée en mai. Immigration Centers of America, basé en Virginie, voulait construire un centre de détention de 500 lits, ce qui devait créer plus de 200 emplois à temps plein selon l'entreprise et des millions de dollars en recettes fiscales au niveau local et de l'État.

Le *Milwaukee Journal-Sentinel* rapporte que les compagnies qui bâtissent ce genre de centres sont encouragées par le gouvernement fédéral mais font face à de la résistance au niveau local et de l'État. On lit dans l'article du journal :

« Le projet a suscité un tollé général parmi la population, les résidents s'opposant à la détention d'immigrants et s'inquiétant de l'utilisation des fonds publics et de la valeur des propriétés. Le personnel de la ville avait publié un rapport dans lequel il recommandait aux responsables de rejeter la demande de modification du zonage et des ordonnances connexes parce que le projet ne cadrerait pas avec le plan de développement de la ville.

« Après la publication au début d'avril des plans du projet à St. Croix, une vague de rejet par le public s'est répandue dans la région. Le superviseur du comté de St. Croix, Daniel Hansen, qui représente certains quartiers de New Richmond, a été un des premiers à organiser une opposition contre le centre. Il a déclaré qu'il était immoral d'incarcérer ceux qui fuient leur pays et tentent de chercher refuge aux États-Unis. »

« J'estime qu'il est inhumain de traiter un demandeur d'asile comme un criminel », a dit Hansen. Il a contacté des groupes de défense des droits, commandé des affiches qui s'opposent au projet et dressé une liste des raisons pour lesquelles il pensait que ce projet serait mauvais pour la ville.

Hansen a frappé aux portes, appelé des amis et contacté d'autres personnes pour lancer une campagne. Il a déclaré qu'autant les démocrates et les républicains étaient contre le projet.

D'autres groupes du Wisconsin se sont également organisés contre le projet, dont la section du Wisconsin de l'Union des libertés civiles américaines et le groupe de défense des immigrants Voces de la Frontera. « Il s'agit d'une entreprise à but lucratif qui tire profit de la discrimination et du démantèlement des familles et de notre économie », a déclaré Christine Neumann-Ortiz, la directrice exécutive de Voces de la Frontera. « Cela n'a pas sa place au Wisconsin ».

La conseillère municipale de New Richmond, Scottie Ard, a déclaré avoir perdu le compte du nombre d'appels téléphoniques qu'elle a reçus qui s'opposaient au projet. Elle a dit : « La plupart des appelants exprimaient non seulement une objection morale contre un centre de détention, mais disaient aussi que ce n'est pas le genre de projets pour lesquels nous voulons que notre communauté soit connue. »

Le nombre de personnes détenues par l'ICE a rapidement augmenté depuis l'exercice 2016, année pendant laquelle l'agence avait détenu en moyenne 34 376 immigrants par jour. La moyenne pour l'exercice actuel, en mars, était de 45 155, a dit la porte-parole d'ICE, Nicole Alberico.

Quoi qu'il en soit, rapporte le *Journal-Sentinel*, « même dans les comtés comme St. Croix qui ont voté pour Donald Trump [...], les plans n'ont pas abouti. Immigration Centers of America qui possède un centre de détention en Virginie, a aussi tenté d'obtenir deux contrats fédéraux de plusieurs millions de dollars pour ouvrir des centres de détention dans l'Illinois et le Michigan.

« L'entreprise a aussi fait face à de l'opposition à ces endroits.

« La gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer, a annulé au début de l'année la vente d'une prison d'État fermée à Ionia que l'entreprise espérait utiliser comme centre de détention, disant que l'entreprise ne pouvait garantir qu'elle ne détiendrait pas des adultes séparés de leurs enfants à la frontière. Le porte-parole de l'Immigration Centers of America (ICA), John Truscott, a dit que l'entreprise envisageait d'autres options près de Detroit.

« Dans l'Illinois, le conseil municipal du village de Dwight a voté en faveur de la demande de l'entreprise d'annexer une propriété où elle prévoit de construire en mars un centre de détention pour immigrants de 1 200 lits, malgré l'opposition des défenseurs des immigrants. Mais le plan peut encore être bloqué, alors que les législateurs de l'État font pression pour l'adoption d'une loi qui interdit les centres de détention privés. Le projet de loi a été adopté à la Chambre de l'Illinois au début d'avril. »

Fred Tsao, de la Coalition de l'Illinois pour les droits des immigrants et réfugiés, a dit que la détention d'immigrants était cruelle et inutile. « On peut rendre un centre de détention aussi agréable que possible, mais c'est toujours un centre de détention, c'est toujours une prison », a-t-il déclaré.

(Milwaukee Journal Sentinel)



La ville de Phoenix s'organise pour loger les familles migrantes

La ville de Phoenix en Arizona est une des principales villes où le Service de la douane et de la protection des frontières des États-Unis (CBP) et le Service de l'immigration et de l'application des règles douanières des États-Unis (ICE) relâchent les familles migrantes qui attendent leur demande d'asile, souvent sans nourriture et sans eau. Il arrive que les familles, dont plusieurs avec de jeunes enfants, sont simplement abandonnées à la station d'autobus et laissées à elles-mêmes. De nombreuses personnes de Phoenix, qui sont des défenseurs des familles migrantes, pensent que c'est là une façon de terroriser encore davantage les familles et d'accabler ceux qui luttent contre les détentions et les déportations et pour le droit d'asile. La communauté de Phoenix a répliqué en intensifiant ses efforts, en organisant un vaste réseau de 30 églises et d'autres endroits pour loger et nourrir environ 1 400 migrants par semaine, dont plusieurs sont des familles avec de jeunes enfants. En général, les familles qui sont relâchées à Phoenix y demeurent environ une semaine seulement avant que le transport soit disponible pour qu'elles rejoignent ceux qui les parrainent ou des membres de leur famille dans d'autres villes.

Dans ce qui semble être une tentative directe du CBP et de l'ICE de miner le travail qui se fait à Phoenix, de nombreuses familles sont maintenant relâchées dans la ville voisine de Yuma. Yuma est une ville d'environ 100 000 habitants qui abrite un centre de migrants qui loge 200 personnes. Ses représentants ont été informés que ce refuge doit servir uniquement de centre d'« excédent » de migrants qui n'ont pas pu être relâchés dans des refuges à Phoenix.



Depuis le mois d'octobre, le CBP transférait les familles migrantes détenues à Yuma à l'ICE, qui les amenait alors à Phoenix. À la fin de mars cependant, cet arrangement a subitement été changé et le CBP a commencé à transférer moins de familles vers l'ICE et à les relâcher à Yuma.

En avril, le maire de Yuma, Douglas Nichools, a été forcé de déclarer un état d'urgence pour s'occuper du flot de familles migrantes qui sont relâchées par le CBP. Pendant ce temps, Phoenix a connu une baisse significative de familles et des centaines de lits disponibles étaient vides. Les organisateurs disent que le gouvernement crée délibérément le chaos et cherche à aggraver encore plus les conditions des migrants et des communautés.

Un autre exemple est celui de la Saint-Vincent-de-Paul à Phoenix. À la fin du mois de mars, l'église a accepté que l'ICE relâche jusqu'à 100 migrants par jour à l'une de ses cantines pendant la journée jusqu'à ce qu'ils soient conduits à des églises locales pour y passer la nuit. L'ouverture de la cantine visait à empêcher l'ICE de simplement abandonner de vastes groupes de familles migrantes à la station d'autobus Greyhound ou dans la rue, comme l'agence l'a fait à de multiples occasions avant que le réseau d'églises ne soit développé.

Cependant, juste avant que la cantine de la Saint-Vincent-de-Paul soit ouverte aux familles migrantes, le CBP a annoncé qu'il avait commencé à plutôt relâcher les familles migrantes à Yuma. Le CBP relâche aussi les familles à Blythe, une ville d'environ 20 000 personnes seulement en Arizona. Il agit ainsi bien que plusieurs des familles relâchées à Yuma et à Blythe vont vers les États plus à l'est et doivent passer par Phoenix de toute façon. Le CBP et l'ICE s'arrangent pourtant pour ne pas les amener à Phoenix.

Les données fournies par les Services sociaux luthériens du sud-ouest, un des principaux défenseurs des familles migrantes de Phoenix, montrent que pendant la période de 11 jours entre le 14 et le 25 avril, le nombre de migrants relâchés par l'ICE à Phoenix a fluctué entre 50 et 234 par jour. Pendant toutes ces journées sauf une, le nombre des migrants relâchés par l'ICE est tombé bien en dessous de la capacité d'accueil des près de 30 églises qui fournissent de l'abri présentement par rotation.

Par exemple, le 25 avril, l'ICE a relâché 70 migrants à Phoenix alors que la capacité d'accueil des églises locales était de 220 personnes. Pendant cette année fiscale jusqu'à maintenant, le CBP a connu une augmentation de 374 % du nombre des familles migrantes qui sont arrivées à la frontière, soit 189 584 comparativement à 39 975 l'an dernier, selon les données du CBP.

Dans le secteur de Yuma du CBP, les arrestations de familles migrantes ont augmenté de 273 % pendant l'année fiscale en cours, de 6 487 à 24 194, selon les données. L'ICE a relâché 153 000 personnes entre le 21 décembre et le 22 avril, selon les statistiques fournies par l'agence. De ce nombre, 26 700 personnes ont été relâchées par l'ICE en Arizona, 14 800 dans la région de San Diego, 49 300 à El Paso et 62 000 dans la région de San Antonio.

Les organisateurs qui défendent les droits des immigrants soulignent que les familles migrantes fuient des situations horribles dans leur pays d'origine, souvent créées par l'ingérence des États-Unis, et qu'elles ont le droit légal de faire valoir leur demande d'asile aux États-Unis. Plusieurs pensent aussi que l'ICE et le CBP agissent de façon à justifier des attaques encore plus grandes contre les familles migrantes et les attaques à la frontière en général. « Je pense que l'objectif plus vaste qui est visé dans tout ça est de créer l'impression que notre pays est assiégé par les réfugiés d'Amérique centrale », a dit un avocat qui est le directeur général d'Aide aux réfugiés. Cet organisme à but non lucratif amasse de la nourriture, des vêtements et d'autres biens de première nécessité qui sont distribués aux migrants qui sont relâchés par l'ICE et des bénévoles accueillent aussi des familles migrantes chez eux.

Layal Rabat, une porte-parole du Projet de rétablissement de Phoenix, un autre groupe communautaire d'aide aux familles migrantes, croit que l'administration Trump crée intentionnellement le chaos dans les communautés frontalières pour fournir des munitions aux attaques contre l'accord de Flores, une décision de la cour qui interdit au gouvernement fédéral de détenir des familles migrantes qui demandent asile pendant plus de 20 jours. Elle est inquiète aussi du fait que l'administration Trump essaie de justifier ses plans de bâtir de vastes installations de détention pour y détenir des familles indéfiniment en créant le chaos dans les communautés frontalières.

À Phoenix, à El Paso, San Antonio et San Diego et dans plusieurs autres villes qui s'opposent aux attaques du gouvernement contre les familles migrantes, les résidents rejettent ces tentatives de justifier encore plus de criminalisation et de déshumanisation des personnes et intensifient leurs efforts pour défendre les droits de tous.



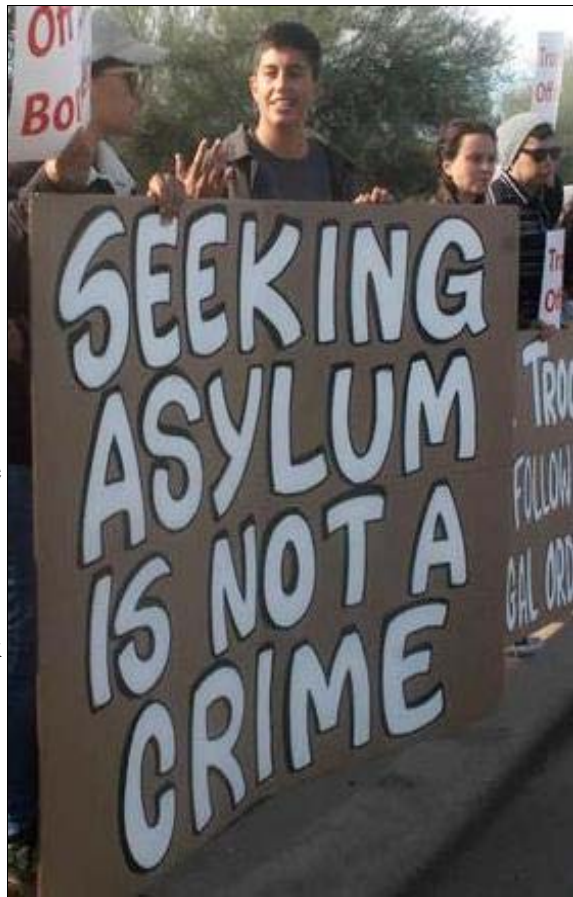
Des préposés aux demandes d'asile dénoncent le programme Trump

L'administration Trump a lancé ce qu'elle appelle son programme de protocoles de protection des migrants (MPP) en janvier et l'a élargi depuis. En vertu de ce programme, les demandeurs d'asile sont envoyés au Mexique dans l'attente du traitement de leur demande, ce qui prend généralement au moins six mois et souvent des années. Auparavant, les personnes étaient relâchées sous la responsabilité des familles se trouvant déjà aux États-Unis ou d'organismes de parrainage tels que des églises et des organisations communautaires. La mise en application de ce programme touche de près les agents préposés aux demandes d'asile, qui sont formés pour déterminer si les personnes qui demandent asile craignent avec raison d'être persécutées, torturées ou assassinées si elles sont renvoyées dans leur propre pays.

Ce corps d'agents de demandes d'asile n'est pas une force armée et est distinct des services de douane et de protection frontalière (CBP) et de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE). Une de ses tâches est de veiller à ce que les États-Unis respectent le droit international et le droit américain sur les réfugiés. Cela comprend le principe fondamental de la loi sur les réfugiés appelé non-refoulement, selon lequel un gouvernement ne doit pas renvoyer un migrant dans un pays où il serait persécuté ou en péril.

Les préposés aux demandes d'asile sont forcés de jouer un rôle très différent avec le nouveau MPP. Le programme de Trump supprime leur pouvoir discrétionnaire et crée également des difficultés pour les demandeurs d'asile d'Amérique centrale, car ils sont renvoyés au Mexique, et non dans leur pays d'origine, s'ils sont refusés. Conformément aux protocoles du MPP, l'administration Trump a commencé à renvoyer au Mexique les demandeurs d'asile centraméricains après le processus initial - d'abord une poignée par semaine, puis des dizaines, voire des centaines - avec la directive de se présenter à un point d'entrée à une date spécifiée pour l'audience devant un juge d'immigration. Les avocats et les défenseurs des droits humains affirment qu'il n'y a aucun moyen pour les immigrants de se prévaloir des services d'avocats américains pendant leur séjour au Mexique ; qu'ils ne pourront peut-être pas retourner aux États-Unis à temps pour leurs audiences ; et que le nord du Mexique n'est pas nécessairement un lieu sûr pour les Centraméricains fuyant la persécution — c'est-à-dire que dans ces cas les États-Unis violeraient le principe de non-refoulement.

Les agents dénoncent le MPP et le processus actuel qui élimine leur pouvoir de discrétion et qui force les gens qui ont des craintes légitimes du Mexique à y retourner. Beaucoup de préposés aux demandes d'asile croient que leur intégrité personnelle et celle de leur bureau est mise en cause. Ils craignent d'être utilisés pour justifier le programme de Trump et ne disposent pas de plus de pouvoirs pour permettre aux immigrants de rester aux États-Unis s'ils sont en danger, comme affirme le faire l'administration Trump.



Avec les nouvelles règles, les préposés n'ont en pratique aucun pouvoir de décider si un demandeur d'asile peut rester aux États-Unis en attendant le traitement de sa demande. Un agent dit que les entrevues ne sont que pour la frime. Un autre explique qu'il avait entendu une personne raconter que les Centraméricains sont menacés par les cartels de la drogue lorsqu'ils traversent le Mexique pour se rendre aux États-Unis et qu'il était convaincu que sa vie était en danger. Et pourtant, aux termes du MPP, il n'a même pas été autorisé à présenter l'argument en faveur du demandeur d'asile, pour qu'il soit autorisé à rester aux États-Unis pendant l'examen de son dossier.

Normalement, après un entretien avec le demandeur d'asile, l'agent résume les faits de l'affaire et les lit au demandeur. Ensuite, il rédige une analyse juridique qui détermine si la personne interrogée décrit une persécution (d'une ethnie, une nationalité, une opinion politique, d'une religion ou d'un « groupe social particulier ») ou une torture spécifique, et quelle est la probabilité qu'elle s'expose à une telle persécution ou à la torture si elle est renvoyée dans son pays d'origine. Typiquement, la personne interrogée doit démontrer une « crainte crédible » d'être torturée ou persécutée, une norme conçue pour pécher par excès en faveur du non-refoulement. L'agent soumet l'analyse juridique avec sa décision finale.

Avec le MPP, les normes de dépistage traditionnelles ne s'appliquent pas. Au lieu de cela, le demandeur doit montrer qu'il est « plus susceptible qu'autrement » d'être confronté à la persécution au Mexique pour être autorisé à rester aux États-Unis en attendant son audience. C'est un critère plus strict que la « crainte crédible » ou la « crainte raisonnable » et pas celui avec lequel les préposés ont l'habitude de travailler. Les agents disent qu'en pratique il est presque impossible de respecter cette norme. La norme juridique exige un témoignage tellement spécifique et convaincant que personne ne peut satisfaire, disent-ils.

De plus, comme le dit un agent, les demandeurs d'asile ont peur, ne sont pas préparés, sont épuisés et ne comprennent pas pourquoi ils seraient renvoyés au Mexique. Les agents des douanes et de la protection des frontières (CBP), généralement les premières autorités d'immigration américaines rencontrées par ces demandeurs d'asile lorsqu'ils entrent aux États-Unis, ne leur demandent pas s'ils ont peur d'être renvoyés au Mexique et les renvoient à un préposé aux demandes d'asile s'ils mentionnent volontairement qu'ils ont peur du retour. L'agent des douanes a dit : « Nous ne voulons pas leur souffler le mot magique » qui leur faciliterait la chose.

Des préposés aux demandes d'asile ont déclaré que souvent les personnes interrogées ne comprennent pas pourquoi on leur posait des questions sur le Mexique et ne font que répéter qu'ils ont peur d'être renvoyés dans leur pays d'origine. Ils semblent en savoir beaucoup moins sur le Mexique que les agents qui les interrogent, ce qui veut dire qu'ils ne peuvent pas donner de réponses suffisamment détaillées pour pouvoir convaincre l'agent qu'ils doivent rester aux États-Unis.

Comme un préposé l'a souligné, les immigrants épuisés et déconcertés « n'ont tout simplement pas les outils » pour donner ce témoignage et ne doutent pas qu'ils risquent de subir la persécution au Mexique. Ils n'ont certainement pas la capacité de définir un « groupe social particulier » pour lequel ils étaient ciblés.

Avec le MPP, les agents ne sont pas invités à synthétiser leurs réponses ni à fournir une analyse juridique ; ils ne font que cocher des cases sur un formulaire et le soumettre à leurs superviseurs. La formation qui était donnée aux agents assignés aux demandeurs d'asile de recueillir des témoignages et de les traduire dans un langage juridique a été écartée.

En conséquence, les approbations des demandes sont rares. Celles qui sont accordées sont examinées par les supérieurs. Normalement, si un superviseur n'est pas d'accord avec une décision finale, il peut demander à l'agent préposé des demandes d'asile de revenir en arrière et de recommencer. Le responsable du syndicat des agents, qui est fonctionnaire chargé des demandes d'asile depuis la création d'un corps spécialisé dans les demandes d'asile au début des années 90, n'a

eu à connaître que trois cas dans lesquels un supérieur hiérarchique était en désaccord avec son évaluation. « Dans aucun de ces cas », a-t-il dit, « j'ai été forcé de faire quelque chose en quoi je ne croyais pas. »

Dans le cadre du MPP, les agents ont déclaré que les décisions de permettre aux demandeurs d'asile de rester étaient souvent réexaminées et bloquées ou annulées par leur quartier général. Les agents ont également signalé qu'un superviseur avait reçu l'ordre de ne pas rendre de décision positive à l'égard du MPP sans vérifier au préalable auprès des autres agents de son équipe et du quartier général. Dans les deux cas, des agents ont déclaré que l'agent chargé de l'entrevue des demandeurs d'asile et le superviseur avaient convenu que celui qui passait l'entrevue et qui avait été kidnappé par des cartels alors qu'il traversait le Mexique ne devrait pas être renvoyé, mais le quartier général a renversé leur décision.

Le corps des agents chargés des demandeurs d'asile considérait déjà que leur autorité en tant que force entraînée était en train d'être supprimée et que la loi sur l'asile était violée. Ils ont dû mettre en oeuvre d'autres décisions de l'administration Trump, par exemple celles qui éliminent la violence domestique et les gangs comme critère pour faire une demande d'asile.

Les agents préposés aux demandes d'asile craignent également d'être remplacés. L'administration Trump a également récemment émis des ordres pour encore plus de restrictions et d'exigences élevées. Le président et le département de la Sécurité intérieure auraient également jeté les bases pour que des agents du CBP - supposés être « plus durs » avec les migrants et n'ayant aucune formation en matière de réfugiés - mènent ces entretiens à leur place. Les agents préposés aux demandes d'asile savent que le CBP n'est pas en mesure de faire respecter la loi sur les réfugiés et que leur remplacement fait partie de l'ensemble du processus en cours visant à saper le droit international. Beaucoup ne veulent pas en faire partie et ne veulent certainement pas que leurs noms soient utilisés pour justifier ces attaques. De plus en plus de personnes s'expriment ouvertement et demandent que la loi sur les réfugiés et leur autorité à déterminer l'admissibilité à l'asile soient respectés.

Un tribunal fédéral a temporairement bloqué la nouvelle politique du MPP consistant à obliger les demandeurs d'asile à retourner au Mexique et à y rester pendant l'examen de leur demande. Cependant, une cour d'appel a suspendu cette décision et le programme reste en vigueur.

(Voice of Revolution. Photo : political hispanic)

Les sanctions économiques illégales comme châtimement collectif

Les sanctions des États-Unis enfreignent les droits humains et le code de conduite international

- Bureau du Haut-Commissaire de l'ONU sur les droits de l'homme -

Un expert indépendant nommé par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU s'est dit très préoccupé par l'imposition de mesures coercitives unilatérales récemment imposées par les États-Unis à Cuba, au Venezuela et à l'Iran, affirmant que le recours à des sanctions économiques à des fins politiques constitue une violation des droits de l'homme et des normes du comportement international. Une telle action pourrait précipiter des catastrophes humanitaires d'une ampleur sans précédent.

« Le changement de régime par le biais de mesures économiques susceptibles d'entraîner la négation des droits fondamentaux de l'homme, voire même la famine, n'a jamais été une pratique acceptée dans les relations internationales, écrit Idriss Jazairy, rapporteur spécial de l'ONU sur l'impact négatif

des sanctions. Les véritables préoccupations et les graves divergences politiques entre les gouvernements ne doivent jamais être résolus en précipitant les catastrophes économiques et humanitaires, faisant des gens ordinaires des pions et des otages de ceux-ci. »

La mise en oeuvre du Titre III de la *Loi Helms-Burton* - permettant aux citoyens américains d'intenter des poursuites contre des entités cubaines et des sociétés étrangères pour des biens saisis et utilisés à la suite de la révolution de Fidel Castro en 1959 — fait fi des protestations de l'Union européenne et du Canada et constitue une attaque directe sur les entreprises européennes et canadiennes à Cuba, où elles sont les principaux investisseurs étrangers.



« Le recours par une puissance majeure à une position dominante sur la scène financière internationale contre ses propres alliés pour causer des difficultés économiques à l'économie d'États souverains est contraire au droit international et porte inévitablement atteinte aux droits fondamentaux de leurs citoyens », dit la rapporteure spéciale.

Le 17 avril, les États-Unis ont interdit à la Banque centrale du Venezuela d'effectuer des transactions en dollars américains après le 17 mai et interdiront l'accès aux envois de fonds personnels et aux cartes de crédit aux États-Unis d'ici mars 2020.

« Il est difficile de comprendre comment les mesures qui ont pour effet de détruire l'économie vénézuélienne et d'empêcher les Vénézuéliens d'envoyer de l'argent de leurs maisons peuvent viser à 'aider le peuple vénézuélien', comme le prétend le Trésor américain », a déclaré l'expert.

Ses déclarations font suite à des affirmations dans un récent rapport publié par le Centre pour la recherche économique et politique, basé à Washington, selon lesquelles 40 000 personnes pourraient être décédées au Venezuela depuis 2017 à cause des sanctions imposées par les États-Unis.

M. Jazairy s'est également dit préoccupé par le fait que les États-Unis ne renouvelleraient pas les dérogations accordées aux acheteurs internationaux de pétrole iranien, en dépit des protestations de l'alliée de l'OTAN, la Turquie, entre autres. Washington a exigé que tous les États qui bénéficiaient de dérogations cessent leurs achats le 1er mai ou soient passibles de sanctions.



« L'application extraterritoriale de sanctions unilatérales est clairement contraire au droit international, a déclaré l'expert. Je suis profondément préoccupé par le fait qu'un État puisse utiliser sa position dominante dans la finance internationale pour nuire non seulement au peuple iranien qui a respecté ses obligations au titre de l'accord sur le nucléaire approuvé par les Nations unies, mais également à tous les peuples du monde qui commercent avec lui.

« La communauté internationale doit s'unir pour contester ce qui revient à blâmer la souveraineté d'un pays, les droits de l'homme de son peuple et les droits des pays tiers faisant commerce avec des États sanctionnés, tout en constituant une menace pour la paix et la sécurité mondiales.

« J'appelle la communauté internationale à engager un dialogue constructif avec le Venezuela, Cuba, l'Iran et les États-Unis afin de trouver une solution pacifique conforme à l'esprit et à la lettre de la

Charte des Nations unies avant que l'utilisation arbitraire de la famine économique ne devienne la nouveau 'normal'. »

(6 mai 2019. Photo : Code Pink)

71e anniversaire de la Nakba

**Avec le peuple palestinien dans sa juste lutte!
Affirmons le droit de retour!**



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

**Condamnons les plus récents
bombardements criminels de la bande de Gaza
par les occupants sionistes**

- Nick Lin -

Du 3 au 5 mai, le peuple de Gaza a été de nouveau attaqué, dans la poursuite du siège brutal de 12 ans par Israël sioniste et ses forces d'occupation militaire. Vingt-sept Gasaouis sont morts et au moins 154 ont été blessés à cause de l'assaut israélien. L'agression a débuté vendredi 3 mai, après que les forces israéliennes eurent tué quatre Palestiniens, deux lors d'un raid aérien sur le sud de Gaza et deux lors d'une attaque contre des manifestants prenant part aux actions hebdomadaires de la Grande marche du retour près de la barrière qui sépare Gaza de la frontière avec les Territoires occupés. Un cessez-le-feu a été conclu le 6 mai, mettant fin pour l'instant à l'agression israélienne et aux actes de résistance et d'autodéfense des Palestiniens. Il est dit que cela inclut des conditions qui obligent Israël à atténuer le siège de Gaza.

Comme à son habitude, Israël a justifié son agression au nom de la « légitime défense », affirmant que deux de ses soldats près de la clôture avaient été blessés par des tirs palestiniens le 3 mai. Cependant, il est prouvé que les forces israéliennes ont régulièrement attaqué des manifestants non armés qui prennent part à la Grande Marche du retour, ainsi que du personnel médical et des journalistes clairement identifiés lors de ces manifestations, au mépris de la vie humaine.



Les bombardements israéliens à Gaza le 4 mai 2019 ont tué une fillette de 14 mois et une femme enceinte.

Cette dernière attaque contre Gaza souligne une fois de plus la nécessité pour tous les peuples épris de paix et de justice de se tenir aux côtés du peuple héroïque de Palestine et de Gaza dans sa juste résistance à l'occupation israélienne illégale et à ses crimes de guerre.

(Centre d'information palestinien)

Déclaration du Centre palestinien pour les droits humains à propos de l'agression commise contre la Bande de Gaza



Bombardement de Gaza par l'armée israélienne le 5 mai 2019

Quelques heures avant l'annonce d'un cessez-le-feu mutuel entre les groupes armés palestiniens et Israël [le 6 mai], les forces israéliennes ont intensifié leur agression contre la bande de Gaza pendant deux jours consécutifs, au cours desquels les forces israéliennes ont bombardé intensément avec leurs avions de guerre et des obus d'artillerie sur terre et sur mer, visant davantage de bâtiments et de maisons à plusieurs étages, en violation flagrante du droit international qui interdit de prendre comme cible des civils.

En conséquence, des centaines de familles se sont retrouvées sans domicile et deux millions de Palestiniens ont été terrorisés. En outre, les forces israéliennes ont continué de recourir à la politique des exécutions extrajudiciaires, en vigueur depuis quelques années. Le deuxième jour de l'offensive les forces israéliennes ont concentré leurs efforts sur les immeubles résidentiels et les maisons. Les forces israéliennes ont commencé l'agression de la même façon qu'elles ont mis fin à leur agression en 2014 : en détruisant au hasard des dizaines d'immeubles résidentiels avec leurs habitants à l'intérieur.

À la suite du communiqué de presse publié samedi le 4 mai 2019 par le Centre palestinien pour les droits humains (PCHR) et selon les informations recueillies par les enquêteurs sur le terrain, les bombardements par les forces israéliennes ont entraîné la mort de 23 Palestiniens. Quatorze d'entre eux étaient des civils ; dont trois femmes et trois enfants. Certaines des personnes tuées dans leurs maisons appartenaient à la même famille. En outre, 44 autres ont été blessés. Ainsi, le nombre total de Palestiniens tués est passé à 23, dont trois femmes, dont une enceinte, et trois enfants, y compris une petite fille.

Les frappes aériennes ont visé 20 maisons d'habitation, un immeuble résidentiel et une mosquée ; trois ateliers ; 20 terrains inoccupés, des voitures, des motos, des complexes hôteliers et autres biens publics et privés, ainsi que des sites d'entraînement et des points de contrôle des frontières appartenant à des groupes armés palestiniens. Aussi, des tirs d'artillerie ont eu lieu, dirigés vers différentes zones de l'est de la bande de Gaza. *[Palestine News Network a rapporté le 7 mai que plus de 130 appartements résidentiels avaient été complètement détruits, tandis que 700 autres avaient été partiellement détruits lors des attaques israéliennes. - note de la rédaction du LML.]*



Pour la première fois depuis 2014, les forces israéliennes ont commis un nouveau crime d'exécution extrajudiciaire, l'assassinat d'Ahmed al Khudari après avoir visé sa voiture dans le centre de la ville de Gaza.

Selon les enquêtes du PCHR, le samedi 5 mai 2019, vers 14 h 45, les avions de guerre israéliens ont lancé un missile sur une voiture conduite par Hamed Ahmed Abdul Khudari, dans le quartier de Al Tuffah de la ville de Gaza et l'ont tué. Il conduisait sa voiture dans les environs d'Al Sedrah, dans le quartier Al Tuffah, à l'est de la ville de Gaza.

Samedi 4 mai 2019, vers 22 h 10, un drone israélien a tiré un missile sur un groupe de civils qui se trouvaient à proximité de l'ancien site de l'école américaine, à l'ouest de Beit Lahia, tuant Khalid Mohammed Selmi Abu Qaliq (24 ans), après avoir été touché par des éclats d'obus sur tout son corps. En outre, un autre civil a été grièvement blessé.

Dimanche soir, vers 17 h 35, les forces israéliennes ont tiré un obus d'artillerie sur une maison appartenant à Abdul Rahim Mustafa al Madhoun (60 ans), au sud de l'école américaine, à l'ouest de

Beit Lahia. En conséquence, la maison a été détruite et quatre civils ont été tués, dont une femme, et neuf autres ont été blessés.

Les civils tués, dont Abdul Rahim, étaient les suivants : Abdullah Abdul Rahim Mustafa al-Madhooun (21 ans), fils de Abdul Rahim, Fadi Ragheb Yusuf Badran (33 ans), Amani 'Etfat Sha ; Ban al-Madhoun (36 ans) enceinte de neuf mois. En outre, neuf civils ont été blessés, dont six enfants. Les médecins ont jugé les blessures de deux d'entre eux comme étant graves.

Vers 17 h 45, les avions de combat israéliens ont lancé deux missiles au rez-de-chaussée et au premier étage du bâtiment Zu'rob, près de la place al-Shuhada'a (al-Nejmah), au centre de Rafah. Trois civils ont été tués, à savoir : Ali Ahmed Abdul Jawad (51 ans), qui se trouvait au centre éducatif al-Awa'el, Mousa Husein Lafi Mo'amer (35 ans) et Hani Hamdan Abu Sha'ar (37 ans), qui étaient à al-Fakher Cofe. En outre, 4 civils, dont un enfant, ont subi plusieurs blessures.

Vers 19 h 50, des avions de combat israéliens ont lancé un missile au cinquième étage du bâtiment no 12 des bâtiments Sheikh Zayed, au nord de la bande de Gaza. Six civils ont été tués, à savoir : Ahmed Ramadan Rajab al-Ghazali (30 ans), son épouse Eman Abdullah Mousa al-Ghazali (29 ans), leur enfant Maria (5 mois), Abdul Rahman Talal Abou al-Jedyan (12 ans), ses parents, Tala 'Atiyah Abu al-Jedyan (48 ans) et Raghdah Mohammed Abu al-Jedyan (46 ans), dont les corps ont été retrouvés sous les décombres ce matin [6 mai]. En outre, neuf civils vivant dans le même bâtiment ont été légèrement blessés.



Des écoles palestiniennes ont été endommagées par les récents bombardements israéliens.

L'offensive israélienne en cours a perturbé toutes les écoles et les universités, empêchant des dizaines de milliers d'étudiants de se rendre dans leurs écoles et leurs universités. En outre, plusieurs organisations gouvernementales et non gouvernementales (ONG) ont vu également leurs activités perturbées ainsi que la vie et les affaires des civils palestiniens, en violation de leurs droits fondamentaux. [Ma'an News Agency a signalé que 13 écoles avaient été gravement endommagées - note de la rédaction du LML.]

Par ailleurs, les forces israéliennes ont décidé de fermer tous les points de passage depuis et vers Israël, d'empêcher l'entrée et la sortie de marchandises, d'empêcher le mouvement de membres, y compris des patients, et d'empêcher le carburant d'entrer dans la bande de Gaza.

(Traduit de l'anglais par LML. Photos : Electronic Intifada, Latuff, Centre d'information palestinien)

La campagne « Let Issam Stay » fait de nouveau appel aux Canadiens



La campagne *Let Issam Stay* fait appel aux Canadiens encore une fois pour arrêter l'expulsion d'Issam Al Yamani. Issam Al Yamani est un Palestinien qui vit au Canada depuis plus de 30 ans. Il a immigré au Canada en 1985 et a obtenu le statut de résident permanent. Il s'est vu refuser la citoyenneté en 1988 et a depuis été persécuté par le gouvernement canadien, y compris par des tentatives d'expulsion, en raison de son soutien indéfectible à la juste cause du peuple palestinien.

La campagne *Let Issam Stay* a été lancée pour inviter la population canadienne à écrire au ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, pour lui demander d'accorder une dispense ministérielle à M. Al Yamani. Les organisateurs de la campagne ont récemment appris que le ministre Goodale avait rejeté cette requête de dispense ministérielle. Ils se préparent à passer à l'étape suivante en lançant un recours juridique formel contre la décision du ministre.

Les organisateurs de la campagne ont publié l'appel suivant :

« Il y a un an, nous vous avons écrit pour vous informer que l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) avait recommandé au ministre de la Sécurité publique (Ralph Goodale) de rejeter la demande d'Issam Al Yamani d'une décharge ministérielle contre la menace d'expulsion et d'en faire un apatride. Grâce à vos efforts, le ministre Goodale a reçu plus de 200 lettres de soutien indéfectible lui demandant d'agir en accordant à Issam la dispense ministérielle qu'il mérite à juste titre.

« Maintenant, énormément déçus et fâchés, nous vous écrivons pour vous informer que le ministre a refusé la dispense ministérielle à notre ami Issam Al Yamani. Ce faisant, il a refusé de rendre justice à Issam et mis en péril son droit de continuer à vivre au Canada, qui est sa seule patrie.

« Cette décision a été prise malgré le fait que rien n'a changé sur le fond :

« La vérité demeure que Issam est et a été un résident respectueux des lois du Canada et un membre actif de sa communauté depuis plus de 30 ans. Il n'a jamais été accusé ni reconnu coupable d'avoir

enfreint la loi, et le ministre n'a pas étayé son affirmation non fondée selon laquelle la présence d'Issam constituerait un danger pour la sécurité du Canada.

« La vérité demeure que l'ASFC elle-même a confirmé (dans une évaluation du 14 juillet 2014) que M. Al Yamani ne constituait pas un danger pour la sécurité nationale du Canada. Dans une lettre au ministre Goodale datée du 4 juillet 2017, l'Ontario Civil Liberties Association (OCLA) affirme également que, loin de constituer une menace pour l'intérêt national, 'M. Al-Yamani est un modèle de participation citoyenne et d'engagement politique'.

« La vérité demeure qu'Issam Al Yamani est injustement puni pour avoir défendu un point de vue pro-palestinien, point de vue que tout autre Canadien serait légalement autorisé à exprimer. C'est le droit d'Issam à la liberté d'expression qui semble être la raison du refus du redressement ministériel. Plus précisément, le ministre n'a pas aimé les déclarations de M. Al Yamani lors d'un rassemblement organisé le 30 juillet 2014 en appui au peuple palestinien pendant le bombardement de Gaza par Israël.

« Bien entendu, nous ne laisserons pas la lutte pour défendre les droits de M. Al Yamani se terminer ainsi. La prochaine étape est un recours juridique formel contre la décision du ministre, et cela coûtera cher.

« Nous avons besoin de votre aide une fois de plus. En ce moment, nous vous demandons de faire un don pour financer les frais juridiques nécessaires pour gagner ce recours.

« Pour le moment, notre objectif de financement est de 10 000 \$. Tous les dons - petits ou grands - seront nécessaires, sincèrement appréciés, et serviront directement à couvrir les frais juridiques afin d'en appeler de cette décision et de la renverser.

« Faites un don via Paypal ou par carte de crédit *ici*

Envoyer par courrier un don par chèque à :

Let Issam Stay Campaign

C.P.494

Station P

Toronto, Ontario

M5S 2T1

« Faire le chèque payable à 'Barbara Jackman and Associates'

« Bien que le système judiciaire traite lentement les causes, nous vous fournirons des mises à jour dès que les informations seront disponibles. Et nous vous tiendrons au courant des autres moyens par lesquels vous pourrez continuer à manifester votre appui à Issam au fur et à mesure qu'il continue son combat pour la justice. Si vous avez des questions ou des préoccupations, veuillez envoyer un courrier électronique à letissamstay@gmail.com.

En solidarité,

Campagne *Let Issam Stay* »

(Traduit de l'anglais par LML)



74e anniversaire de la victoire sur le fascisme en Europe

Honorons la mémoire de tous ceux qui ont combattu pour vaincre le fascisme en faisant du Canada une zone de paix

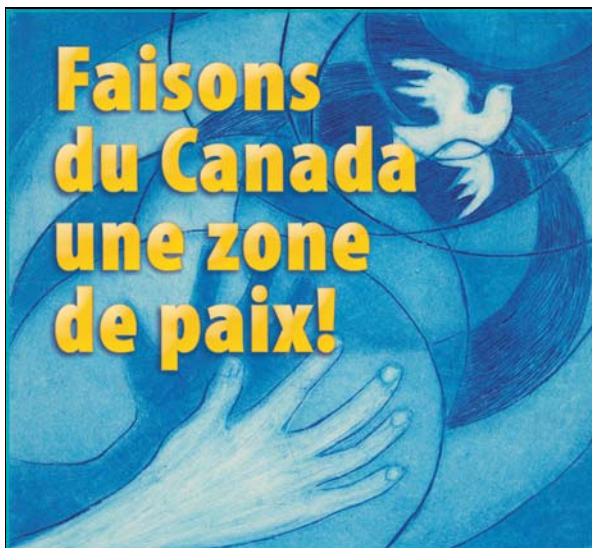


La marche du Régiment immortel à Montréal le 9 mai 2019 (G. Proulx)

Le 9 mai 1945, l'Allemagne nazie se rendait aux Soviétiques à Berlin. Depuis lors, le 9 mai marque la victoire des forces alliées sur le fascisme lors de la Deuxième Guerre mondiale. À cette occasion, le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) salue tous les Canadiens qui ont contribué à la victoire contre le fascisme. Il salue les peuples d'Europe, d'Asie et du monde entier qui ont contribué à cette victoire historique. Plus important encore, il reconnaît et salue le courage et les sacrifices de l'Union soviétique, dont les peuples se sont unis pour briser la machine de guerre nazie à un coût énorme. Le PCC(M-L) rend hommage à tous ceux des pays occupés qui se sont battus et sont morts à la suite de l'assaut nazi et remercie les combattants de la résistance qui ont œuvré pour vaincre l'occupant fasciste. Tous se sont battus pour la paix, la liberté et la démocratie afin que l'humanité ne connaisse plus jamais le fléau du fascisme et de la guerre.

Le Canada, rejoint par la colonie britannique de l'époque, Terre-Neuve, a joué son rôle en envoyant 1,1 million de soldats participer à la guerre, dont plus de 130 000 Québécois. Ils se sont distingués dans de nombreuses batailles et campagnes, notamment lors du débarquement de Normandie, de la campagne d'Italie et de la libération de la Hollande.

Aujourd'hui, cet anniversaire appelle tous les peuples à prendre à nouveau position que cette époque nécessite : de s'opposer aux guerres d'agression et d'occupation et à l'emploi de la force pour résoudre les conflits entre nations, afin que les dangers d'une autre guerre mondiale et d'autres calamités menaçant l'humanité de la



manière la plus profonde peuvent être empêchés.

Ensemble, abordons la discussion sur la façon de faire du Canada une zone de paix afin que le Canada devienne une force pour la paix et l'état de droit international, et non un instrument de la volonté impérialiste américaine de dominer le monde. L'intégration politique et économique du Canada à la machine de guerre américaine doit cesser. Le rôle que joue le Canada sur la scène internationale en tant qu'assistant de l'agression impérialiste américaine, comme on le voit aujourd'hui dans son rôle à encourager un changement de régime au Venezuela et à apaiser la politique américaine contre Cuba, est inacceptable. Le 9 mai 2019, nous honorons la mémoire de tous ceux qui se sont battus pour vaincre le fascisme en œuvrant pour que le Canada devienne une zone de paix ! Tout en oeuvre pour humaniser l'environnement naturel et social et faire du Canada une zone de paix !

Des Marches du Régiment immortel partout dans le monde

Dans le monde entier, depuis 2012, les anciens combattants de la Deuxième Guerre mondiale et leurs descendants participent à des processions commémorant ceux qui sont tombés au combat. Cette journée est connue sous le nom de Marche du régiment d'immortels. Le site Russia Beyond a annoncé le 8 mai que la marche « a débuté en 2012 dans la ville de Tomsk en Sibérie, mais que cette année la marche du Régime immortel a lieu dans plus de 110 pays et 500 villes à travers le monde. Les marcheurs portent les portraits de leurs proches qui ont combattu pendant la Deuxième Guerre mondiale et le nombre de villes participantes augmente chaque année. » Des millions de personnes y ont participé cette année en Europe, en Asie, dans les Amériques et en Océanie.

Bien que de nombreux participants soient des anciens combattants de l'Armée rouge et leurs descendants, ces marches constituent un point de convergence pour tous les anciens combattants alliés et les membres de leur famille, ainsi que pour beaucoup d'autres qui souhaitent exprimer leur profonde gratitude pour les sacrifices consentis pour vaincre le fascisme nazi.

Canada

Halifax, Nouvelle-Écosse



Montréal, Québec



Ottawa, Ontario



Toronto, Ontario





Partout dans le monde

Moscou, Russie



Novgorod, Russie



Kiev, Ukraine



Odessa, Ukraine



Prague, République tchèque



Bishkek, Kirghizistan



Kuala Lumpur, Malaisie



Hong Kong, Chine



Busan, Corée



Vietnam



Tokyo, Japan



Brisbane; Sydney, Australie



La Havane, Cuba



Buenos Aires, Argentine



Washington, États-Unis



New York, États-Unis



Seattle, WA, États-Unis



Londres, Angleterre



Manchester, Angleterre



Danemark



Paris, France



Rome, Italie



(Photos: O. Sarycheva, G. Proulx, Ambassade de Russie au Canada, Moscow Times, Russia Beyond, TASS, RT, Best Health 4 You, d_jyldyz, ambassades de Russie en Malaisie, au Vietnam et au Danemark, Sputnik, R. Makhmutov, H. Naavi.)

Supplément

La comptabilité frauduleuse de Postes Canada

**Les travailleurs des postes produisent une immense
valeur pour l'économie et le peuple**

- K.C. Adams -

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca